LE SERVICE PUBLIC DES ÉNERGIES EN CÔTE-D'OR

RÉUNION DE BUREAU

DU 10 SEPTEMBRE 2026

Recueil des délibérations

SOMMAIRE

1	Adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le Centre de gestion de la Côte d'Or dans le cadre de la mission référent déontologue des élus + annexes	p 3
2	Prise en charge des frais de déplacement liés à la participation aux évènements - missions de représentation du SICECO	p 13
3	Remboursement des frais de déplacement des élus du SICECO et des membres du Comité dans le cadre de l'exercice de leur mandat	p 15
4	Validation des listes de travaux financés par les communes par fonds de concours du 10 septembre 2026 + annexe	p 18
5	Création de postes et mise à jour du tableau des effectifs + annexe	p 21
6	Maintien du remboursement des frais de déplacement des agents publics	p 27
7	Maintien du principe de l'octroi d'un cadeau à un agent qui part en retraite	p 32
8	Convention de transfert de maitrise d'ouvrage pour l'éclairage du terrain de football de Fleurey-Sur-Ouche + annexe	p 34
9	Candidature du SICECO à l'Appel à Manifestation d'Intérêt MATEUS - réemploi des équipements d'éclairage public + annexe	p 41
10	Participation financière du SICECO - extension du réseau de distribution de gaz naturel sur la commune de Nuits-Saint-Georges + annexes	p 56

Délibération du Bureau

10 septembre 2026

Membres en exercice :	20	Membres présents :	18	Membres votants :	18
Date de convocation :	3 septembre 2026			Date d'affichage :	3 septembre 2026
Présents :	Pascal Grappin (Président), Claude Fontaine (1er Vice-Président), Émilie Alif, Luc Baudry, Gilles Biancone, Stéphane Dahlen, Dominique Dupont, Patrick Duthu, Emeline Girard-Becq, Lionel Houée, Benjamin Leroux, Jean-Michel Mars, Jean-Noël Mory, Pascal Petot, Thierry Rolland, Eric Skladana, Nicolas Urbano, Gérard Verdreau				
Excusés représentés :	/				
Excusés :	Jean-Christophe Bouin (Payeur Départemental), Hugues Antoine, Christine Seguin-Voye				
Secrétaire de séance :	Émilie Alif				
Assistaient à la réunion :	Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Denis Bourlier (responsable du service Affaires générales et Finances), Bruno Kablitz (responsable du service Réseaux, Mobilité et Informatique-SIG), Pascaline Fisch (responsable du service Énergie), Nathalie Blanc (responsable du service Communication, Relations Publiques et Protocole)				

Objet : Adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le centre de gestion de Côte d'Or dans le cadre de la mission de référent déontologue des élus

Le Président informe les membres du bureau que la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local a consacré le principe selon lequel tout élu peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile pour le respect des principes déontologiques énoncés par le code Général des collectivités locales (articles L.1111-12 à L.1111.14).

Dépourvu de pouvoir de sanction, le référent déontologue accompagne les élus afin de les prémunir contre les risques juridiques et, en particulier, les risques de poursuites pénales liés, par exemple, aux situations de conflits d'intérêts dans lesquelles ils peuvent se retrouver dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

Ce référent déontologue peut également les aider à mieux mettre au service de l'intérêt général les ressources et les moyens dont ils disposent pour l'exercice de leurs mandats.

Cette mission facultative est incluse dans la cotisation correspondante au CDG 21 et n'engendrera en conséquence, aucun surcoût pour la collectivité.

Il est précisé que, depuis 2023, le CDG 21 propose une mission relative au referent déontologue élu local afin de faciliter la mise en oeuvre de cette obligation imposée par le léglislateur. Par deliberation du 4 mai 2023, le SICECO a confié cette mission au CDG 21.

Vu le code général de la fonction publique (CGFP), notamment ses articles L.452-30 et L.452-40;

Vu le code des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-12, L.1111-13, L. 1111-14 et R. 1111-1-A à R.1111-1-D;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local;

Vu le projet de convention d'adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le centre de gestion de la Côte d'Or;

Considérant que la loi 3 DS du 21 février 2022 a prévu que "tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect de ces principes";

Considérant que la loi n° 2025-1249 portant creation du statut de l'élu local a consacré ce principe;

Considérant que ce référent doit être désigné par l'organe deliberant de chaque collectivité et établissement public local :

Considérant que le centre de gestion propose une mission d'assistance et de conseil permettant de prendre en charge l'ensemble des démarches afin de faciliter la mise en oeuvre de cette obligation règlementaire ;

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Bureau décide :

- De confier cette mission au CDG 21 ;
- Précise que la liste des référents pourra évoluer, pendant toute la durée fixée pour l'exercice de leurs fonctions, conformément à celle retenue par le centre de gestion ;
- Fixe à 6 ans la durée d'exercice de leurs fonctions ;
- Fixe les modalités de leur saisine et de l'examen de celle-ci, les conditions dans lesquelles mes avis sont rendus, les moyens mis à leur disposition et les modalités de rémunération conformément à la convention jointe ;
- Adopte la chartre de l'élu local telle que définie en annexe ;
- Autorise le Président du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, Pascal GRAPPIN, à signer la convention correspondante.

Dijon, le 10 septembre 2026
Le Président du SICECO

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR * SICECO

Pascal GRAPPIN

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260915-1-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le Préfet : 15-09-2026

Publication le : 15-09-2026

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE
en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

Annexe à la délibération du 10 septembre 2026
Charte de l'élu local
(Engagement déontologique et éthique des élus)

Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par le présent engagement déontologique et éthique, ainsi que conformément aux principes définis à l'article L. 1111-13 du Code général des collectivités territoriales.
Soucieux de l'intérêt général, et porteurs des valeurs de la démocratie, les élus du SICECO territoire d'énergie Côte d'Or entendent s'engager sur les valeurs afin de venir parfaire et compléter le corpus de texte déontologiques nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.
L'esprit du présent texte est d'une part, d'assumer pleinement les responsabilités qui découlent d'un mandat électif et, d'assurer un engagement plein et entier au service de l'intérêt général et du citoyen, dans le strict respect de la loi. D'autre part, de retrouver la confiance des citoyens en faisant évoluer les pratiques politiques vers un profond sens éthique ainsi qu'une intégrité irréprochable.

I. Des principes déontologiques applicables par les élus locaux

L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

1.1 Impartialité

L'impartialité de l'élu local implique nécessairement pour lui de ne pas se servir de sa position pour avantager ou léser indûment, ni un individu ni une quelconque catégorie de personnes physiques ou morales.
Le respect de ce principe implique, en outre, d'observer scrupuleusement l'obligation de déport présente à l'article L.2131-11 CGCT, en ce qui concerne ses intérêts propres, ou des intérêts familiaux ou professionnels liés à une quelconque affaire.
L'élu local exerce son mandat en l'absence de tout préjugé. Il veille à éviter toute situation de dépendance à l'égard de personnes physiques ou morales, qui aurait pour conséquences de le soumettre à des contraintes autres que celles de la loi et des règlements.

1.2 Diligence

La diligence, s'entend, pour l'élu local dont la collectivité adhère au présent engagement, comme une obligation morale, quelles que soient ses fonctions, de participer aux réunions et aux travaux des organes dont il fait partie, ainsi que d'une obligation de célérité dans les tâches qui lui sont confiées.
Les élus de la majorité s'engagent à respecter la part des travaux et participations des élus de l'opposition, et ce dans un impératif de bon fonctionnement démocratique.

1.3 Dignité

Les élus locaux sont tenus d'avoir une attitude qui évite de porter le discrédit sur les institutions démocratiques et l'administration et qui ne compromette pas sa réputation, ni ne porte atteinte à son image ou à l'honneur de la fonction élective.
Plus largement, les relations qu'ils entretiennent avec les citoyens, les autres élus, les agents de leurs administrations ainsi que les différents partenaires des institutions doivent être courtoises, modérées, et rester dignes en tout temps. Les élus se doivent également d'être à l'écoute de leurs interlocuteurs.

1.4 Probité et Intégrité

L'élu local fait preuve d'une honnêteté scrupuleuse dans l'exercice de son mandat électoral. Il l'exerce donc de manière désintéressée, et n'utilise pas les moyens de l'administration à des fins détournées et personnelles. Les moyens en personnels et en matériels, le cas échéant, mis à leur disposition, sont exclusivement réservés à l'accomplissement des tâches relatives à l'exercice de leurs fonctions électives.
Il en va ainsi pour les moyens matériels, tels que les outils informatiques et de communication, les fournitures administratives, l'affranchissement, la reprographie, de même que pour les moyens plus spécifiques tels que les bureaux ou les véhicules.
Ils veillent, en outre, à faire une utilisation loyale et raisonnée des deniers publics.

II. De la prévention des conflits d'intérêts.

L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

2.1 Conflit d'intérêt

Constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et un intérêt privé qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.
Dans l'exercice de leurs mandats, les élus doivent cesser, ou faire cesser, et faire en sorte de prévenir, les situations de conflits d'intérêts dans lesquelles ils pourraient se trouver ou se trouvent déjà.

2.2 Déport

Le déport est l'action de se désister d'un dossier susceptible d'entraîner un conflit d'intérêt réel ou supposé.
Les situations suivantes constituent un intérêt impliquant le déport de l'élu concernant un dossier qu'il est supposé traiter directement, ou indirectement, ou sur lequel il est supposé avoir un pouvoir de décision, seul ou en assemblée :

- Lien de parenté, directe ou indirecte,
- Relation professionnelle directe, hiérarchique ou non,
- L'appartenance à un même organisme, public ou privé, qu'un tiers en cause,
- L'appartenance ancienne, réelle ou supposée, à un organisme en cause.

Cette liste n'est pas limitative et chaque élu prend en compte, pour évaluer si la situation nécessite ou non un déport, l'intensité de l'intérêt, sa nature, ses effets au regard du dossier, de la mission, et des valeurs de l'institution à laquelle il appartient.
En cas de déport, l'élu doit s'abstenir de traiter ou d'influencer le traitement d'affaires pour lesquelles il pense se trouver dans une situation de conflit d'intérêts.

2.3 Prévention

Il est en outre possible pour l'élu, de s'inspirer de la liste des mesures prévues dans le code général de la fonction publique pour ce qui concerne les dispositions relatives aux droits et obligations des fonctionnaires, lorsqu'il estime se trouver dans les situations sus évoquées.
De même, l'élu reconnaît avoir pris connaissance de l'article 432-12 du Code pénal, qui précise notamment que « Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction ».

III. Obligation de transparence et devoir de responsabilité de l'élu

3.1 Transparence

Déclaration des intérêts

L'élu, s'il est concerné compte tenu de la strate démographique de sa collectivité ou établissement, s'engage à remplir, conformément à la loi sur la transparence de la vie publique du 11 octobre 2013, une déclaration d'intérêt renseignant :

- Ses activités professionnelles ayant donné lieu à rémunération ou gratification, actuelles ou lors des 5 dernières années,
- Ses activités de consultant, actuelles ou lors des 5 dernières années,
- Ses participations aux organes dirigeants d'un organisme public ou privé ou d'une société, actuelles ou lors des 5 dernières années,
- Ses participations financières dans le capital d'une société à la date de l'élection ou de la nomination,
- Les activités professionnelles exercées à la date de l'élection ou de la nomination par le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin,
- Ses fonctions bénévoles susceptibles de faire naître un conflit d'intérêts,
- Ses fonctions et mandats électifs exercés à la date de l'élection ou de la nomination.

De même, dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

Dons, avantages et invitations

L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.

Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif.

3.2 Responsabilité

Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

IV. Du référent déontologue

Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13.

Le référent déontologue est une personnalité qualifiée désignée par arrêté, par la présidente du Centre de gestion de Côte d'Or. Il est compétent pour répondre aux saisines des élus des collectivités ayant adopté par délibération les présents engagements, sur toute question relative à l'application des principes déontologiques et éthiques qui y sont contenus, sur la question des conflits d'intérêts.
Dans le cadre de sa mission, le référent déontologue du Centre de gestion est assisté par un agent qualifié du centre de gestion, qualifié d'assistant déontologue. Il transmet sans délai toutes saisines au référent déontologue, et instruit les dossiers.

4.1 De la saisine du référent déontologue

Le référent déontologue du Centre de gestion de Côte d'Or peut être saisi par tout élu d'une collectivité ayant choisi d'adhérer par délibération, au présent dispositif.
La saisine se fait via le formulaire de saisine téléchargeable sur le site du centre de gestion de Côte d'Or.
Le référent déontologue apprécie si la demande relève de son champ de compétence, dans le cas contraire, il renvoie ladite demande à l'administration, pour un traitement par le service compétent.
Il peut être saisi par tout élu qui souhaite, pour son cas personnel, le consulter sur le respect des principes énoncés dans les présents engagements. Les saisines sont, en tout état de cause, confidentielles et ne peuvent être rendues publiques que par l'élu concerné.
Lorsqu'il constate un manquement aux principes ici énoncés, le référent en informe l'auteur de la saisine, et lui fait part de toutes préconisations nécessaires pour se conformer à ses devoirs.
En cas de fait pénal, le référent déontologue est contraint d'informer le procureur de la république.

AR-Préfecture de Dijon
021-200049922-20260915-1-DE
Acte certifié éxécutoire
Réception par le préfet : 15-09-2026
Publication le : 16-09-2026

Convention d'adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le centre de de Côte d'Or dans le cadre du référent déontologue des élus

Entre le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Côte d'Or, ci-après dénommé « centre de gestion », représenté par sa Présidente, Madame Patricia GOURMAND, agissant en cette qualité conformément à la délibération du Conseil d'Administration en date du 10 novembre 2020

D'une part,

Et le SICECO Territoire d'énergie Côte d'Or, ci-après dénommé « Collectivité », représenté par Monsieur Pascal GRAPPIN, agissant en cette qualité conformément à la délibération en date du 10 septembre 2026

D'autre part,

VU

– Le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 452-30 et L. 452-40,

– Le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-12 L.1111-13 et L.1111-14, R. 1111- 1-A. à R. 1111-1-D.,

– L'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

– La délibération du 30 mars 2023 du conseil d'administration du Centre de gestion,

Article 1 : Missions du référent déontologue

Tout élu local de la collectivité peut consulter le référent déontologue du centre de gestion qui est chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques suivants.

Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.

L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.

L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.

Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.

Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif.

Les conseils rendus par le référent déontologue ne font pas grief et ne sont pas susceptibles de recours, ils n'ont pas de caractère obligatoire pour leurs destinataires et en sens inverse ne leur confèrent aucun droit.

Le référent déontologue peut rédiger des guides, chartes ou recommandations permettant d'informer les élus locaux sur les principes déontologiques qui s'appliquent dans le cadre de leurs fonctions.

Le référent déontologue rédige un rapport annuel d'activités.

Article 2 : Modalités de fonctionnement du référent déontologue

Les missions de référent déontologue sont exercées par une ou plusieurs personnes désignée(s) par la présidente du centre de gestion en raison de son/leur expérience et de ses/leurs compétences.

Ces référents statuent :

- soit en référent unique ;

- soit lorsque les saisines le requièrent, en formation collégiale réunissant plusieurs référents déontologues dont l'organisation et le fonctionnement sont précisés par un règlement intérieur qu'ils adoptent.

Le référent déontologue est assisté d'un assistant référent déontologue qui reçoit les saisines et délivre les avis en liaison avec le référent déontologue ou avec la collégialité des référents déontologues.

Le référent déontologue est soumis à l'obligation de secret professionnel et fait preuve de discrétion et assure de manière indépendante et impartiale le traitement des saisines. Toutes les questions et réponses apportées, ainsi que les différents échanges avec l'élu, sont confidentiels.

Article 3 : Saisine du référent déontologue

L'élu de la collectivité pourra saisir le référent déontologue par le biais d'un formulaire mis à sa disposition.

Le référent déontologue, ou le personnel qui l'assiste, doit accuser réception de cette demande dans un délai maximum de deux semaines.

Article 4 : Conditions financières

Cette mission est financée par la cotisation additionnelle.

Ces conditions financières sont susceptibles d'être actualisées annuellement par le conseil d'administration du centre de gestion, pour application à partir du 1er janvier de l'exercice suivant. Cette actualisation fait l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 5 : Protection des données à caractère personnel

Les données personnelles collectées sont utilisées pour recueillir les saisines des élus et leur apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques. Le dispositif est mis en œuvre pour répondre aux exigences du code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-13, L1111-14 et R. 1111-1-A. à R. 1111-1-D. Le traitement est confidentiel, à destination du (des) référent(s) déontologue(s) et de son assistant.

Les données transmises sont strictement proportionnées à la poursuite des finalités du signalement. Elles ne sont pas conservées au-delà d'une période de 12 mois à compter de la date de réponse apportée. Au terme de ce délai, les éléments tant en termes de questionnement que de réponse après anonymisation pourront être utilisés à des fins statistiques sans qu'il soit possible d'en identifier la personne à l'origine.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) les personnes concernées disposent de différents droits (accès, rectification, effacement, etc.) sur leurs données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Côte d'Or, à l'attention du délégué à la protection des données, 16 rue Nodot, CS 70566 - 21005 DIJON CEDEX.

S'il est estimé, après nous avoir contacté, que les droits concernant les données personnelles ne sont pas respectés, la personne concernée pourra introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). - Sur le site de la CNIL : https://www.cnil.fr/fr/plaintes - Par voie postale : CNIL - 3 Place de Fontenoy -TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 10 septembre 2026 pour une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction.

Article 7 : Condition de résiliation de la convention

7.1. Par le centre de gestion

La présente convention peut être résiliée de droit par le centre de gestion dans les situations suivantes :

1°. Inexécution par la collectivité de ses obligations prévues par la présente convention,

2°. Suppression de la mission couverte par la présente convention par le conseil d'administration du centre de gestion.

Dans ces situations, le centre de gestion devra par lettre recommandée avec accusé de réception aviser la collectivité de l'usage de cette clause.

Dans le cas visé au 1°, la résiliation ne sera effective qu'après mise en demeure restée sans effet pendant un mois.

Dans le cas visé au 2°, le centre de gestion s'engage à aviser la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception six mois avant la date d'échéance de la convention. La résiliation sera effective après ladite échéance. Dans l'hypothèse d'une suppression d'une ou plusieurs missions découlant d'une modification législative et réglementaire, la résiliation sera effective à la date d'application des nouvelles dispositions et dès réception de la lettre recommandée du centre de gestion informant la collectivité de cette modification.

Les résiliations ne donneront lieu à aucune indemnisation du centre de gestion au profit de la collectivité.

7.2. Par la collectivité

L'adhésion ne peut être résiliée par la collectivité qu'après respect d'un préavis de six mois avant la date de son échéance. La collectivité devra avertir le centre de gestion de son intention de mettre en œuvre cette clause par lettre recommandée avec accusé de réception. Les missions ne peuvent être interrompues par la collectivité en cours de réalisation.

Article 8 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent mutuellement à se rencontrer dans le cadre d'une procédure de conciliation préalable en cas de difficultés dans l'exécution de la présente convention.

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Dijon.

Fait en 2 exemplaires originaux

À Dijon, le

Pour le CDG21,

La Présidente
Patricia GOURMAND

À Dijon, le

Pour la collectivité,

Le Président du SICECO,
Pascal GRAPPIN

AR-Préfecture de Dijon
021-200049922-20260915-1-DE
Acte certifié éxécutoire
Réception par le préfet : 15-09-2026
Publication le : 16-09-2026

096-26-DEL

Délibération du Bureau

10 septembre 2026

Membres en exercice :	20	Membres présents :	18	Membres votants :	18
Date de convocation :	3 septembre 2026			Date d'affichage :	3 septembre 2026

Présents :	Pascal Grappin (Président), Claude Fontaine (1er Vice-Président), Émilie Alif, Luc Baudry, Gilles Biancone, Stéphane Dahlen, Dominique Dupont, Patrick Duthu, Emeline Girard-Becq, Lionel Houée, Benjamin Leroux, Jean-Michel Mars, Jean-Noël Mory, Pascal Petot, Thierry Rolland, Eric Skladana, Nicolas Urbano, Gérard Verdreau
Excusés représentés :	/
Excusés :	Jean-Christophe Bouin (Payeur Départemental), Hugues Antoine, Christine Seguin-Voye
Secrétaire de séance :	Émilie Alif
Assistaient à la réunion :	Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Denis Bourlier (responsable du service Affaires générales et Finances), Bruno Kablitz (responsable du service Réseaux, Mobilité et Informatique-SIG), Pascaline Fisch (responsable du service Énergie), Nathalie Blanc (responsable du service Communication, Relations Publiques et Protocole)

Objet : Prise en charge des frais de déplacement et de participation - Événements

Le Président informe les membres du Bureau que, dans la cadre des missions du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, des élus et des agents peuvent être amenés à se rendre à différents événements : salon, congrès, séminaire, colloque, foire, ….

Il est proposé que le SICECO prenne en charge les dépenses afférentes à la participation de ces élus et de ces agents. Elles seront payées directement aux divers organismes au vu des factures correspondantes ou sur présentation des justificatifs, aux personnes de la délégation qui en auront fait l'avance.

La liste non exhaustive des frais divers prévus est la suivante :

- ✓ Frais d'inscription ;
- ✓ Frais de déplacement ;
- ✓ Frais d'hébergement et de repas.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Bureau décide :

→ de prendre en charge le paiement ou le remboursement, aux membres de la délégation, des frais réels liés à la participation aux événements dans le cadre des missions de représentation du SICECO dans le respect des règles de remboursement fixées par la délibération n° 097-26 DEL du 10 septembre 2026 du Bureau Syndical,

→ d'autoriser le Président du SICECO territoire d'énergie Côte d'Or, Pascal GRAPPIN, ou son représentant, à signer les pièces comptables correspondantes.

Dijon, le 10 septembre 2026

Le Président du SICECO

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR ★ SICECO

Pascal GRAPPIN

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE
en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260916-1-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le Préfet : 16-09-2026

Publication le : 16-09-2026

Délibération du Bureau

10 septembre 2026

Membres en exercice :	20	Membres présents :	18	Membres votants :	18
Date de convocation :	3 septembre 2026			Date d'affichage :	3 septembre 2026
Présents :	Pascal Grappin (Président), Claude Fontaine (1er Vice-Président), Émilie Alif, Luc Baudry, Gilles Biancone, Stéphane Dahlen, Dominique Dupont, Patrick Duthu, Emeline Girard-Becq, Lionel Houée, Benjamin Leroux, Jean-Michel Mars, Jean-Noël Mory, Pascal Petot, Thierry Rolland, Eric Skladana, Nicolas Urbano, Gérard Verdreau				
Excusés représentés :	/				
Excusés :	Jean-Christophe Bouin (Payeur Départemental), Hugues Antoine, Christine Seguin-Voye				
Secrétaire de séance :	Émilie Alif				
Assistaient à la réunion :	Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Denis Bourlier (responsable du service Affaires générales et Finances), Bruno Kablitz (responsable du service Réseaux, Mobilité et Informatique-SIG), Pascaline Fisch (responsable du service Énergie), Nathalie Blanc (responsable du service Communication, Relations Publiques et Protocole)				

Objet : Remboursement des frais de déplacement des élus du SICECO territoire d'énergie Côte d'Or et des membres du comité syndical dans le cadre de l'exercice de leur mandat

Le Président rappelle que la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local prévoit le remboursement des frais de déplacement engagés par les membres du comité à l'occasion de diverses réunions, lorsque celles-ci se tiennent dans une commune autre que celle qu'ils représentent.

Les dépenses liées à ces frais de déplacement sont prises en charge par la collectivité qui organise la réunion.

Les déplacements concernés par les remboursements sont les suivants :

- Convocation au comité syndical ;
- Convocation aux réunions du bureau, lorsque l'élu en est membre ;
- Convocation aux réunions des commissions instituées par délibération du comité syndical dont l'élu est membre et des groupes de travail fixés par le Bureau pour aider les instances décisionnaires (mobilité, concessions...) ;
- Convocation aux réunions des comités consultatifs et autres commissions fixés par la Loi (par exemple : commission consultative des services publics locaux, commission d'appels d'offres, commission consultative paritaire...) ;

- Convocation ou invitations à des organismes ou autres pour lesquels l'élu représente le syndicat (par exemple conseil d'administration de la SEML, conseil d'exploitation de la régie chaleur…) ;
- Mission de représentation officielle du SICECO lors d'évènements publics et institutionnels (notamment dans les cas prévus par la délibération n° 096-26 du 10 septembre 2026).

Ne sont donc pas éligibles au remboursement les déplacements hors de ces cas (par exemple : réunion des CLES, réunions d'information, réunions de travail informelles…).

Lorsque cela est possible et adapté aux circonstances du déplacement, l'utilisation des transports collectifs est privilégiée. Les titres de transport sont remboursés sur la base de leur coût réellement supporté par l'élu, sur présentation des justificatifs.

Dans le cas contraire, le déplacement est effectué avec le véhicule personnel de l'élu. Le remboursement est calculé sur la base du barème des indemnités kilométriques applicable aux déplacements temporaires, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. L'élu devra produire une copie de la carte grise de son véhicule personnel (à défaut le remboursement des frais ne pourra pas être effectué). Les frais seront pris en charge à compter de la date de remise des pièces justificatives.

Les frais de péage autoroutier et de stationnement peuvent également être remboursés lorsqu'ils sont directement liés au déplacement, dûment justifiés, sur présentation des justificatifs.

Les déplacements accomplis dans le cadre d'une fonction particulière (représentation du Syndicat) font l'objet d'un ordre de mission signé par le Président du SICECO territoire d'énergie Côte d'Or à l'élu concerné. L'ordre de mission indiquera le motif du déplacement et la durée de la mission.

Si le déplacement nécessite la prise d'un repas ou d'un hébergement, les frais correspondants pourront être pris en charge dans les conditions et limites prévues par la réglementation applicable aux déplacements temporaires.

Les remboursements seront effectués au coût réel dans la limite des plafonds réglementaires fixés pour le remboursement des frais de déplacements des agents du SICECO, sur présentation des justificatifs requis, et dans les limites des montants réglementaires en vigueur (CF. délibération n°091-026 du 10 septembre 2026).

Aucun remboursement ne peut être effectué lorsque les frais de repas ou d'hébergement ont déjà été directement pris en charge par le syndicat, l'organisme organisateur de la réunion ou tout autre organisme.

Enfin, le Président informe que, dans le cadre des missions effectuées sur le territoire de la métropole de Dijon, qui engendre des frais de parking ou la prise de transport collectif, le remboursement est effectué sur présentation des justificatifs.

Les dispositions mentionnées ci-dessus sont mises en application à partir du 1er septembre 2026.

Vu le code général des collectivités locales,

Vu le décret 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux de kilomètres prévus à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,

Vu l'arrêté du 29 mai 2006 portant majoration temporaire des taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat pour les déplacements temporaires des personnels de l'Etat pour les déplacements effectués entre le 1er juin 2026 et le 31 décembre 2026 inclus,

Vu les statuts du SICECO territoire d'énergie Côte d'Or,

Considérant qu'il convient de fixer les modalités pratiques de remboursement des frais engagés par les membres du comité syndical, les membres du bureau, les membres des commissions dans le cadre de l'exercice de leur mandat,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Bureau décide :

- De prendre en charge les frais de transport pour se rendre aux convocations émises par le SICECO en transport collectif avec la présentation des justificatifs, ou, avec le véhicule personnel des membres des organes délibérants,
- De prendre en charge les frais de péage ou de stationnement, dûment justifiés, sur présentation des justificatifs,
- De rembourser les élus au coût réel des frais engagés dans la limite des plafonds réglementaires fixés pour le remboursement des frais de déplacement des agents du SICECO à la date du déplacement (Actuellement les règles sont fixées par la délibération n° 091-026 du 10/09/2026),
- De prendre en charge les frais liés à des déplacements accomplis dans le cadre d'une fonction particulière sur présentation des justificatifs,
- De prendre les frais de parking où de transport collectif sur le territoire de la métropole de Dijon,
- De prendre acte des dispositions mentionnées ci-dessus à compter du 1er septembre 2026,
- D'inscrire au budget les crédits correspondants,
- D'autoriser le Président du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, Pascal GRAPPIN, ou son représentant, à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération.

Dijon, le 10 septembre 2026
Le Président du SICECO

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR * SICECO

Pascal GRAPPIN

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260916-2-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le Préfet : 16-09-2026

Publication le : 16-09-2026

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE
en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

Délibération du Bureau

10 septembre 2026

Membres en exercice :	20	Membres présents :	18	Membres votants :	18
Date de convocation :	3 septembre 2026			Date d'affichage :	3 septembre 2026
Présents :	Pascal Grappin (Président), Claude Fontaine (1er Vice-Président), Émilie Alif, Luc Baudry, Gilles Biancone, Stéphane Dahlen, Dominique Dupont, Patrick Duthu, Emeline Girard-Becq, Lionel Houée, Benjamin Leroux, Jean-Michel Mars, Jean-Noël Mory, Pascal Petot, Thierry Rolland, Eric Skladana, Nicolas Urbano, Gérard Verdreau				
Excusés représentés :	/				
Excusés :	Jean-Christophe Bouin (Payeur Départemental), Hugues Antoine, Christine Seguin-Voye				
Secrétaire de séance :	Émilie Alif				
Assistaient à la réunion :	Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Denis Bourlier (responsable du service Affaires générales et Finances), Bruno Kablitz (responsable du service Réseaux, Mobilité et Informatique-SIG), Pascaline Fisch (responsable du service Énergie), Nathalie Blanc (responsable du service Communication, Relations Publiques et Protocole)				

Objet : Validation des listes de travaux financés par les communes par fonds de concours du 10 septembre 2026

Le Président rappelle aux membres du Bureau que dans le cadre des travaux réalisés par le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, au profit de ses adhérents, ces derniers ont la possibilité de financer leur participation par le biais du fonds de concours.

En effet, l'article L. 5212-26 du CGCT dispose qu'« *Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local en matière de distribution publique d'électricité, de développement de la production d'électricité par des énergies renouvelables, de maîtrise de la consommation d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre, des fonds de concours peuvent être versés entre un syndicat visé à l'article L. 5212-24 et les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du comité syndical et des conseils municipaux ou des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale concernés.*

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder les trois quarts du coût hors taxes de l'opération concernée ».

Il est précisé que les Syndicats d'énergie peuvent en toute sécurité juridique recourir aux fonds de concours pour l'ensemble de leurs compétences statutaires, dès lors que ces compétences s'inscrivent dans une démarche destinée à favoriser la transition énergétique, en matière notamment :

- de production d'électricité à partir d'énergie renouvelable visée à l'article L. 2224-32 du CGCT ;

- d'éclairage public, comme précédemment, afin de procéder au remplacement des installations d'éclairage public obsolètes et aussi d'étendre de nouvelles installations dès lors que ces nouveaux investissements contribuent à la maîtrise des consommations d'électricité ou s'assignent cet objectif dans leur conception et réalisation ;
- de rénovation des constructions publiques existantes afin d'améliorer l'efficacité énergétique de ces dernières ;
- de développement d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces fonds de concours, les modalités financières d'intervention du SICECO dans les différents domaines éligibles sont fixées par délibération du Comité.

La technique des fonds de concours reposant sur des accords convenus entre le Syndicat maître d'ouvrage et ses adhérents, des délibérations concordantes prises à la majorité simple émanant des organes délibérants de chacune des collectivités concernées par l'opération doivent être prises.

Lorsqu'une commune ne dispose pas des ressources suffisantes en fonctionnement pour financer la charge résultant d'un fonds de concours versé à un organisme public sur une seule année, son conseil municipal peut décider d'étaler cette charge sur plusieurs exercices, celle-ci étant reprise année après année (amortie) en section de fonctionnement. Cette charge est amortie sur une durée maximale de quinze ans.

Lorsque le fond de concours a été financé par emprunt, la charge est étalée sur une durée égale à celle de l'amortissement de l'emprunt sans toutefois pouvoir excéder quinze ans.

Dans ce cadre, il est proposé au bureau de valider les listes de travaux communiquées en annexe pour lesquels le SICECO a reçu une délibération de ses adhérents validant le financement de ces opérations par le mécanisme des fonds de concours.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Bureau décide :

→ de valider les listes des travaux présentés et d'acter leur financement par le biais de fonds de concours ;

→ d'autoriser le Président du SICECO, Territoire d'Énergie Côte d'Or, Pascal Grappin, ou son représentant, à signer l'arrêté et toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération.

Dijon, le 10 septembre 2026

Le Président du SICECO

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR * SICECO

Pascal Grappin

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260915-4-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le Préfet : 15-09-2026

Publication le : 15-09-2026

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE
en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

CLE	Commune	N° Affaire	TYPE	Intitulé	Coût Total H.T.	Participation SICECO	Montant H.T. (reste à charge commune)
6	AVOT	ER/361/C	ER/EP	Enfouissement des réseaux BT-FT-EP rue du Ruisselot et rue de Val Var	187 331,00	84 074,00	103 257,00
1	BAUBIGNY	EP/1612/A	EP	Rénovation EP "Hameau Evelle" (cde E)	22 173,79	10 369,52	11 810,03
7	BENEUVRE	EP/1483/B	EP	rénovation des luminaires vétustes	15 730,23	7 792,09	7 942,22
2	BLIGNY LES BEAUNE	EP/1486/E	EP	Rénovation EP passage en LED	58 132,91	21 939,87	36 208,70
9	CHAILLY SUR ARMANCON	ER/585/A	ER/EP	Dissimulation réseaux rues "Derrière l'école" et "Charrière Caillot"	160 700,00	81 082,00	79 618,00
9	CHAMPEAU EN MORVAN	EP/1517/A	EP	Rénovation EP (2ème tranche)	51 278,80	19 883,64	31 403,56
5	CHAUME ET COURCHAMP	EP/1625/C	EP	Rénovation des luminaires vétustes T2	4 912,65	2 456,32	2 458,01
2	ECHEVRONNE	ER/433/E	ER/EP	Dissimulation petite Rue, rue des Perrières, Chemin de Bouzereau et rue de la gare	63 902,00	36 973,00	26 929,00
6	ETAULES	ER/415/C	ER/EP	Enfouissement rue d'Hauteville	38 500,00	22 050,00	16 450,00
1	FOISSY	EP/1624/A	EP	Remplacement support bois B4 suite à vétusté	1 547,66	773,83	773,83
8	FORLEANS	ER/493/B	ER/EP	Rénovation des luminaires vétustes (2ème tranche)	112 000,00	57 780,00	54 220,00
9	LA ROCHE EN BRENIL	EP/1525/A	EP	Rénovation EP hameaux de CHENESAINT haut et bas et LAVERNOIS	47 450,59	18 735,18	28 725,73
1	LACANCHE	EP/1350/A	EP	Rénovation luminaires sur supports béton issus de la cde F "Hameau de Serve"	17 305,14	8 422,06	8 889,32
7	LARREY	ER/367/B	ER/EP	dissimulation rue du Chateau	64 500,00	25 779,00	38 721,00
6	MESSIGNY ET VANTOUX	CS/044/C	EP	Remplacement des sources SHP par des sources LEDS	5 849,94	4 392,35	1 457,59
1	MONTHELIE	TB/540/A	TB	Extension BT pour viabilisation parcelle communale "route de Nantoux"	11 950,00	9 450,00	2 500,00
7	NOIRON SUR SEINE	EP/1465/B	EP	rénovation EP	18 523,26	8 909,30	9 619,72
5	ORGEUX	EP/1599/C	EP	Rénovation des luminaires vétustes T1	27 134,34	12 354,94	14 787,32
5	PICHANGES	EP/1614/C	EP	Rénovation des luminaires vétustes (2ème tranche)	17 197,44	8 378,97	8 822,31
6	PRALON	TB/481/C	TB	Extension électrique rue du Moulin (parcelle A863)	9 714,96	6 476,64	3 238,32
6	REMILLY EN MONTAGNE	EP/1395/C	EP	Rénovation des luminaires vétustes	22 448,38	10 479,35	11 974,07
5	RUFFEY LES ECHIREY	EP/1623/C	EP	Remplacement supports bois D-069-D-072 et D-075 suite à vétusté	6 858,34	3 429,17	3 429,17
5	SAINT JULIEN	EP/1468/C	EP	Rénovation des installations vétustes (coffrets I et H)	31 588,64	13 976,59	17 619,25
1	SAINT PRIX LES ARNAY	EP/1614/A	EP	Rénovation des luminaires (2ème tranche)	23 387,69	10 855,08	12 537,65
6	SAINTE MARIE SUR OUCHE	EP/1493/C	EP	Rénovation des luminaires vétustes (Tranche 1)	28 306,14	12 822,46	15 490,88
6	SAVIGNY LE SEC	EP/1541/C	EP	Rénovation des luminaires vétustes (1ère tranche)	22 208,75	10 383,50	11 829,81
11	TICHEY	EP/1480/D	EP	Rénovation des luminaires vétustes sur coffrets de commande A et B	21 785,44	10 214,18	11 579,66
8	TOUILLON	EP/1507/B	EP	rénovation EP Cdes C et D (1ère tranche)	30 491,24	13 647,37	16 853,47
4	VARANGES	EP/1468/D	EP	Rénovation luminaires vétustes aux lotissements Les Blé d'Or et du Moulin	5 392,81	2 696,40	2 698,57
2	VOUGEOT	TB/459/E	TB	Extension BT pour l'alimentation de caméra chemin des hautes rives	19 388,20	12 925,47	6 462,73

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260915-4-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le Préfet : 15-09-2026

Publication le : 16-09-2026

Délibération du Bureau

10 septembre 2026

Membres en exercice : 20	Membres présents : 18 Membres votants : 18
Date de convocation : 3 septembre 2026	Date d'affichage : 3 septembre 2026
Présents :	Pascal Grappin (Président), Claude Fontaine (1er Vice-Président), Émilie Alif, Luc Baudry, Gilles Biancone, Stéphane Dahlen, Dominique Dupont, Patrick Duthu, Emeline Girard-Becq, Lionel Houée, Benjamin Leroux, Jean-Michel Mars, Jean-Noël Mory, Pascal Petot, Thierry Rolland, Eric Skladana, Nicolas Urbano, Gérard Verdreau
Excusés représentés :	/
Excusés :	Jean-Christophe Bouin (Payeur Départemental), Hugues Antoine, Christine Seguin-Voye
Secrétaire de séance :	Émilie Alif
Assistaient à la réunion :	Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Denis Bourlier (responsable du service Affaires générales et Finances), Bruno Kablitz (responsable du service Réseaux, Mobilité et Informatique-SIG), Pascaline Fisch (responsable du service Énergie), Nathalie Blanc (responsable du service Communication, Relations Publiques et Protocole)

Objet : Ressources humaines : modification du tableau des effectifs - création de postes

Le Président informe les Membres du Bureau que, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, au Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L 313-1 et 332-8, les emplois de chaque collectivité ou établissement public sont créés par l'organe délibérant de la structure.

Il appartient donc au Bureau, par délégation du Comité, de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Le Président informe l'assemblée délibérante qu'à la suite de la procédure d'avancement de grade à l'ancienneté des agents du SICECO, plusieurs agents remplissent les conditions statutaires leur permettant d'être nommés dans leur nouveau grade. Afin de permettre leur nomination et conformément aux dispositions applicables à la fonction publique territoriale, il convient de créer les emplois correspondant aux grades d'avancement concernés.

Par ailleurs, le Président informe l'assemblée délibérante qu'un agent du SICECO a été inscrit sur la liste d'aptitude établie au titre de la promotion interne, lui permettant d'accéder au grade supérieur. Afin de permettre sa nomination dans ce nouveau grade, il est nécessaire de créer l'emploi correspondant au grade concerné.

Enfin, le Président indique que dans le cadre du recrutement de 2 CEP/économes de flux pour le service énergie, il est nécessaire de procéder à la création des emplois correspondants afin de permettre les recrutements dans les meilleurs délais et d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des missions du service.

Ces créations d'emplois permettront ainsi de compléter le tableau des effectifs afin d'ouvrir les postes manquant pour permettre :

- La régularisation de la situation administrative des agents bénéficiant d'un avancement de grade ou d'une promotion interne,
- Le remplacement du poste d'économe de flux prochainement vacant ;
- Le renfort des effectifs du service Énergie afin de répondre aux besoins du SICECO et d'assurer la continuité de ses missions.

Par conséquent, le Président propose de créer huit postes au tableau des effectifs selon les modalités ci-dessous :

- **3 postes :**
  - Filière administrative,
  - Emploi à temps complet,
  - Catégorie C
  - Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux,
  - Grade : Adjoint administratif (C 1), Adjoint administratif principal de 2ème classe (C 2), Adjoint administratif principal de 1ère classe (C 3)

- **3 postes :**
  - Filière technique
  - Emploi à temps complet,
  - Catégorie B
  - Cadre d'emploi des techniciens territoriaux,
  - Grade : Technicien territorial (1er grade), Technicien principal de 2ème classe (2ème grade), Technicien principal de 1ère classe (3ème grade)
  - Statut : agent titulaire et, à défaut, agent contractuel de droit public dans les conditions fixées par l'article 332-8-2°

- **2 postes :**
  - Filière technique,
  - Emploi à temps complet,
  - Catégorie A
  - Cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux,
  - Grade d'ingénieur
  - Statut : agent titulaire et, à défaut, agent contractuel de droit public dans les conditions fixées par l'article 332-8-2°

Il convient également de mettre à jour le tableau des effectifs, joint en annexe.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Bureau décide :

- de créer trois postes dans le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux,
- de créer trois postes dans le cadre d'emploi des techniciens territoriaux,
- de créer deux postes dans le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux,
- d'autoriser la mise à jour du tableau des effectifs telle que présentée en annexe ;
- d'inscrire au budget les crédits correspondants,
- d'autoriser le Président du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, Pascal GRAPPIN, à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération.

Dijon, le 10 septembre 2026
Le Président du SICECO,

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR
SICECO

Pascal GRAPPIN

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE
en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260915-5-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le Préfet : 15-09-2026

Publication le : 15-09-2026

siceco territoire d'énergie CÔTE-D'OR

TABLEAU DES EFFECTIFS
MISE A JOUR - RB du 10 SEPTEMBRE 2026

	SITUATION ADMINISTRATIVE						
Date et n° de délibération portant création ou modification de temps de travail	Grade minimum	Grade maximum	Catégorie	Nombre	Durée hebdo. du poste en centième (délibération et rémunération	Durée hebdomadaire du poste : Temps complet (TC)	Missions pour information (les missions peuvent être modifiées pour une nouvelle affectation de l'emploi créé)
	Direction						
	Directeur Général des Services	Directeur Général des Services	A	1	35h00	TC	Catégorie 40 000 à 80 000 habitants
	Filière administrative						
05/12/2022 N° 097-22	Attaché hors classe	Attaché hors classe	A	1	35h00	TC	Responsable des services affaires générales et finances
20/12/2000	Attaché	Attaché territorial	A	1	35h00	TC	Responsable de communication, relations publiques et protocole
24/06/2021 N° 050-21	Attaché	Attaché territorial	A	1	35h00	TC	Adjointe Ressources Humaines / Marchés Publics
16/09/2022 N° 073-22	Attaché	Attaché territorial	A	1	35h00	TC	Adjointe Finances/paye
16/02/1987 23/05/2012 N° 048-12	Rédacteur principal 1ère classe	Rédacteur principal 1ère classe	B	1	35h00	TC	Adjointe Ressources Humaines / Marchés Publics
18/02/2025 N° 009-25-DEL	Rédacteur principal 1ère classe Rédacteur principal 2ème classe Rédacteur Territorial	Rédacteur principal de 2ème classe	B	1	35h00	TC	Coordinatrice budgétaire et comptable
20/02/2026 N°009-26	Rédacteur Territorial (1er grade) Rédacteur principal 2ème classe (2ème grade) Rédacteur principal 1ère classe (3ème grade)	Rédacteur territorial	B	1	35h00	TC	Assistant comptable
30/09/2008	Rédacteur	Rédacteur territorial	B	1	35h00	TC	Assistante du responsable des services techniques
03/05/2021 N° 037-21	Adjoint Administratif principal 1ère classe	Adjoint Administratif principal 1ère classe	C	1	35h00	TC	Assistante technique
26/09/2023 - N° 075-23	Adjoint Administratif principal 1ère classe	Adjoint Administratif principal 1ère classe	C	1	35h00	TC	Assistante comptable
26/09/2023 - N° 075-23	Adjoint Administratif principal 1ère classe	Adjoint Administratif principal 1ère classe	C	1	35h00	TC	Assistante technique
15/03/2017 - N° 026-17	Adjoint Administratif Principal 2ème classe	Adjoint Administratif Principal 2ème classe	C	1	35H00	TC	Assistante administrative
03/09/2015 01/04/2015 - N° 017-16	Adjoint Administratif Principal 2ème classe	Adjoint Administratif Principal 2ème classe	C	1	35H00	TC	Assistante comptable
06/09/2017 - N° 067-17	Adjoint Administratif Principal 2ème classe	Adjoint Administratif Principal 2ème classe	C	1	35H00	TC	Assistante CEE
24/09/2019 - N° 062-19	Adjoint administratif	Adjoint administratif territorial	C	1	35H01	TC	Assistante technique
05/12/2012 - N° 078-12	Adjoint administratif	Adjoint administratif	C	1	35H00	TC	Assistante communication, relations publiques et protocole
27/10/1998 - création poste 28/02/2018 - N° 010-18 (nomination)	Adjoint administratif	Adjoint administratif	C	1	35H00	TC	Assistante technique
18/10/2019 - N° 071-19	Adjoint administratif	Adjoint administratif	C	1	35H00	TC	Assistante groupement d'achat énergie
29/01/2020 - N° 002-20	Adjoint administratif	Adjoint Administratif territorial Adjoint Administratif principal de 2ème classe Adjoint Administratif principal de 1ère classe	C	1	35H01	TC	Assistante administrative

RB du 10/09/2026	**Adjoint Administratif territorial Adjoint Administratif principal de 2ème classe Adjoint Administratif principal de 1ère classe**	**Adjoint Administratif principal de 2ème classe = 2 postes Adjoint Administratif principal de 1ère classe = 1 poste**	**C**	**3**	**35H00**	**TC**	**Assistante énergie Chargée de communication Assistante technique**
28/03/2023 - 016-23	Adjoint administratif	Adjoint Administratif territorial Adjoint Administratif principal de 2ème classe Adjoint Administratif principal de 1ère classe	C	1	35H00	TC	Assistante administrative
	Filière technique						
22/09/2005	Ingénieur en Chef hors classe	Ingénieur en Chef hors classe	A	1	35h00	TC	Directeur Général des Services
04/04/2007	Ingénieur en Chef	Ingénieur en Chef	A	1	35h00	TC	Responsable des services : Réseaux, Energie et Informatique
23/04/2008	Ingénieur Principal	Ingénieur Principal	A	1	35h00	TC	Responsable de la cellule énergie
11/06/2024 - N° 066-24	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	Chargé du développement territorial
19/03/2024 - N° 029-24	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	Poste les Générateurs
30/11/2011 - N° 074-11	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	Chargé du développement bois-énergie
26/09/2023 - N° 076-23	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	Chargé de projets bois-énergie
15/03/2017 - N° 025-17 24/01/2018	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	Chef de projet du développement d'outils cartographiques - géomaticien
16/12/2015 - N° 095-15	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	Chargé de développement des énergies renouvelables
16/12/2015 - N° 095-15	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	Chargé de la planification énergétique territoriale
04/03/2020 - N° 016-20	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35H00	TC	Econome en flux programme ACTEE
26/09/2023 - N° 077-23	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	
04/12/2023 - N° 112-23	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	Chargé de projet en Efficacité Energétique du Bâtiment (CEP)
23/01/2025 - N° 004-25	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	Chargé de projet en Efficacité Energétique du Bâtiment (CEP)
20/02/2026 - N° 009-26	Ingénieur	Ingénieur	A	1	35h00	TC	Econome de flux
RB du 10/09/2026	**Ingénieur**	**Ingénieur**	**A**	**1**	**35h00**	**TC**	**Responsable travaux**
RB du 10/09/2026	**Ingénieur**	**Ingénieur**	**A**	**1**	**35h00**	**TC**	**Econome de flux**
02/04/1999	Technicien principal 1ère classe	Technicien principal 1ère classe	B	1	35H00	TC	Responsable réseaux : électricité, éclairage public, gaz
20/12/2000	Technicien principal 1ère classe	Technicien principal 1ère classe	B	1	35H00	TC	Responsable informatique
22/09/20025 - N° 061-25	Technicien (1er grade) Technicien principal 2ème classe (2ème grade) Technicien principal 1ère classe (3ème grade)	Technicien principal 1ère classe (3ème grade)	B	1	35H01	TC	Technicien réseaux en charge d'un secteur géographique
20/02/2026 - N°009-26	Technicien territorial (1er grade) Technicien principal de 2ème classe (2ème grade) Technicien principal de 1ère classe (3ème grade)	Technicien principal de 2ème classe (2ème grade)	B	1	35h00	TC	Technicien : CEP - déploiement GTB/GTC

RB du 10/09/2026	Technicien territorial (1er grade) Technicien principal de 2ème classe (2ème grade) Technicien principal de 1ère classe (3ème grade)	Technicien principal de 1ère classe	B	1	35h00	TC	
RB du 10/09/2026	Technicien territorial (1er grade) Technicien principal de 2ème classe (2ème grade) Technicien principal de 1ère classe (3ème grade)	Technicien principal de 1ère classe	B	1	35h00	TC	
RB du 10/09/2026	Technicien territorial (1er grade) Technicien principal de 2ème classe (2ème grade) Technicien principal de 1ère classe (3ème grade)	Technicien principal de 1ère classe	B	1	35h00	TC	Technicien réseaux en charge du secteur géographique B
14/09/2011 - N° 057-11	Technicien principal 2ème classe	Technicien principal 2ème classe	B	1	35h00	TC	Technicien réseaux en charge d'un secteur géographique
01/04/2015 - N° 016-15	Technicien principal 2ème classe	Technicien principal 2ème classe	B	1	35H00	TC	Technicien réseaux en charge d'un secteur géographique
11/09/2002	Technicien principal 2ème classe	Technicien principal 2ème classe	B	1	35H00	TC	Technicien réseaux en charge d'un secteur géographique
22/02/2012 - N° 019-12	Technicien principal 2ème classe	Technicien principal 2ème classe	B	1	35H00	TC	Technicien réseaux en charge d'un secteur géographique
27/10/1988	Technicien principal 2ème classe	Technicien principal 2ème classe	B	1	35H00	TC	Maitre d'œuvre des travaux réseaux
27/06/2014 - N° 046-14	Technicien principal 2ème classe	Technicien principal 2ème classe	B	1	35H00	TC	Maitre d'œuvre des travaux réseaux
15/03/2017 - N° 025-17	Technicien principal 2ème classe	Technicien principal 2ème classe	B	1	35H00	TC	Conseiller en Energie Partagé (CEP)
24/01/2018 - N°001-18	Technicien principal 2ème classe	Technicien territorial Technicien principal de 2ème classe	B	1	35h00	TC	Technicien en communications électroniques - SIG
16/03/2021 - N° 018-21	Technicien principal 2ème classe	Technicien territorial Technicien principal de 2ème classe Technicien principal de 1ère classe	B	1	35h00	TC	Conseiller en Energie Partagé (CEP)
06/11/2024 - 088-24	Technicien	Technicien territorial Technicien principal de 2ème classe Technicien principal de 1ère classe	B	1	35h00	TC	Chargé de projets photovoltaïques
16/02/2011 - N° 008-11	Technicien	Technicien Territorial	B	1	35H00	TC	Technicien SIG DT/DICT
20/10/2021 - N° 67-21	Adjoint technique	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe Adjoint technique principal 1ère classe	C	1	35h00	TC	Assistant gestion des DT/DICT
	Total			60			

AR-Préfecture de Dijon
021-200049922-20260915-5-DE
Acte certifié éxécutoire
Réception par le préfet : 15-09-2026
Publication le : 16-09-2026

Légende :

Poste à créer

Poste à supprimer

Poste vacant : à garder ou recrutement en cours

Délibération du Bureau

10 septembre 2026

Membres en exercice :	20	Membres présents :	18	Membres votants :	18
Date de convocation :	3 septembre 2026			Date d'affichage :	3 septembre 2026

Présents :	Pascal Grappin (Président), Claude Fontaine (1er Vice-Président), Émilie Alif, Luc Baudry, Gilles Biancone, Stéphane Dahlen, Dominique Dupont, Patrick Duthu, Emeline Girard-Becq, Lionel Houée, Benjamin Leroux, Jean-Michel Mars, Jean-Noël Mory, Pascal Petot, Thierry Rolland, Eric Skladana, Nicolas Urbano, Gérard Verdreau
Excusés représentés :	/
Excusés :	Jean-Christophe Bouin (Payeur Départemental), Hugues Antoine, Christine Seguin-Voye
Secrétaire de séance :	Émilie Alif
Assistaient à la réunion :	Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Denis Bourlier (responsable du service Affaires générales et Finances), Bruno Kablitz (responsable du service Réseaux, Mobilité et Informatique-SIG), Pascaline Fisch (responsable du service Énergie), Nathalie Blanc (responsable du service Communication, Relations Publiques et Protocole)

Objet : Ressources humaines - Remboursement des frais de déplacement des agents publics

Le Président rappelle aux membres du bureau que la délibération n°081-23-DEL du 26 septembre 2023 a fixé le montant des frais de déplacement remboursés aux agents du SICECO territoire d'énergie Côte d'Or (fonctionnaires et contractuels de droit public) dans le cadre de leurs missions qu'elles soient pour un déplacement dans une commune/EPCI, à une réunion ou participation à un colloque,... ou dans le cadre d'une formation ou d'un stage.

Cette délibération comportait les remboursements liés aux indemnités kilométriques et aux frais d'hébergement.

Le Président rappelle que les déplacements en transport en commun ou avec un véhicule de service est à la règle. A défaut, et uniquement dans le cas où un trajet n'est pas desservi par un moyen de transport en commun ou qu'aucun véhicule de service n'est disponible, l'agent peut utiliser son véhicule personnel après autorisation du Directeur Général des Services. Il devra disposer d'une assurance adéquate.

Lors de l'utilisation du véhicule personnel de l'agent, le remboursement des frais kilométriques s'effectue actuellement selon le barème du 1er janvier 2022 (actualisé par l'arrêté du 29 mai 2026) :

Puissance du véhicule	Distance parcourue (au cours de l'année civile)		
	Jusqu'à 2 000 kms	De 2 001 à 10 000 kms	Après 10 000 kms
5 CV et moins	0,32 € par km 0,33 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026	0,40 € par km 0,41 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026	0,23 € par km 0,24 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026
6 et 7 CV	0,41 € par km 0,42 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026	0,51 € par km 0,53 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026	0,30 € par km 0,31 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026
8 CV et plus	0,45 € par km 0,46 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026	0,55 € par km 0,57 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026	0,32 € par km 0,33 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026

Concernant le remboursement des indemnités kilométriques pour l'agent qui utilise une motocyclette ou un vélomoteur et autres véhicules à moteur (production des justificatifs), le barème est le suivant :

Motocyclette (cylindrée supérieure à 125 cm3)	Vélomoteur et autres véhicules à moteur
0,15 € par km 0,16 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026	0,12 € par km 0,13 € par km pour les déplacements effectués entre le 01/06/2026 au 31/12/2026

Les deux barèmes sont toujours en vigueur pour la période 1er juin au 31 décembre 2026 durant laquelle les taux ont subi une majoration conformément à l'arrêté du 29 mai 2026.

Au sujet des frais de péage, l'agent devra produire les justificatifs correspondants pour obtenir le remboursement intégral des dépenses engagées.

L'agent devra être titulaire de la carte grise de son véhicule et transmettre une copie pour obtenir le remboursement.

En ce qui concerne les frais d'hébergement, les plafonds de remboursement forfaitaires en vigueur sont les suivants :

Lieu de la mission	Commune de Paris	Grandes villes (population ≥ 200 000 hts) et communes de la métropole du Grand Paris	France métropolitaine - taux de base
Taux de base du remboursement (incluant le petit déjeuner)	140 €	120 €	90 €
Repas (plafond)	20 €	20 €	20 €

Pour les agents reconnus en qualité de travailleur handicapé, le plafond de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement est fixé par la réglementation à 150,00 €.

L'article 7-1 du Décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 prevoyant que l'assemblée délibérante peut fixer pour tenir compte de situations particulières, des règles dérogatoires aux taux des indemnités de mission et de stage, il est proposé de fixer les taux de remboursement suivants pour tenir compte des coûts de restauration et d'hébergement plus élevés sur Paris et les communes du Grand Paris :

Lieu de la mission	Paris intra-muros	Communes du Grand Paris	Communes de plus de 200 0000 habitants	Autres Communes
Taux de base du remboursement (incluant le petit déjeuner)	180 € en principe 140 €	150 € en principe 140 €	120 €	90 €
Repas	25,00 en principe 20 €	20 €	20 €	20 €

Pour les agents reconnus en qualité de travailleur handicapé et en situation de mobilité réduite, il est proposé un plafond de remboursement de 180 € des frais d'hébergement engagés quel que soit le lieu de leur mission.

Les remboursements sont effectués, sur présentation obligatoire des justificatifs reconnus par l'administration fiscale (facture...), selon le lieu de la mission, après autorisation du Directeur Général des Services, au coût réel pour les frais de repas et au coût réel dans la limite des plafonds listés ci-dessus pour les autres frais (hébergement et autres frais...).

En ce qui concerne le remboursement lié au repas pris par l'agent à l'extérieur de la résidence administrative, le Président rappelle qu'il est remboursé au coût réel dans la limite du plafond fixé (20 ou 25 € selon le lieu du déplacement) sur présentation des justificatifs.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 10 juillet 2026, ne sont éligibles au remboursement que les frais de repas liés à des missions ayant entraîné l'impossibilité pour l'agent de se restaurer à son domicile ou au SICECO sur les plages horaires suivantes (12h00-14h00 et 19h00-21h00) et pour lesquelles il n'a pas bénéficié de la gratuité des repas.

Enfin, le Président informe que, dans le cadre des missions effectuées sur le territoire de la métropole de Dijon, qui engendrent des frais de parking ou la prise de transport collectif, le remboursement est effectué sur présentation des justificatifs.

Les dispositions mentionnées ci-dessus sont mises en application à partir du 1er septembre 2026.

Vu le code général des collectivités locales,

Vu le décret 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux de kilomètres prévus à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,

Vu l'arrêté du 29 mai 2026 portant majoration temporaire des taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat pour les déplacements effectués entre le 1er juin 2026 et le 31 décembre 2026 inclus,

Vu les statuts du SICECO territoire d'énergie Côte d'Or,

Considérant qu'il convient de fixer les modalités pratiques de remboursement des frais engagés par les agents liés à leurs missions professionnels,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Bureau décide :

- De maintenir les taux de remboursement forfaitaire liés aux frais kilométriques, selon les barèmes en vigueur visés ci-dessus ou en vigueur au jour du déplacement, au profit des agents lorsqu'ils utilisent leur véhicule personnel, leur motocyclette ou leur vélomoteur et autres véhicules à moteur,
- De maintenir le plafond de remboursement des frais liés à l'hébergement et la restauration selon le barème et les modalités visés ci-dessus,
- De rembourser aux agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite les frais d'hébergement avec un plafond de 180,00 €,
- De rembourser les agents au coût réel pour les repas et l'hébergement dans la limite du plafond fixé et sur présentation des justificatifs,
- De prendre les frais de parking où de transport collectif sur le territoire de la métropole de Dijon,

- De prendre acte des dispositions mentionnées ci-dessus à compter du 1er septembre 2026,
- De dire que la présente délibération annule et remplace la délibération n°081-23-DEL du 26 septembre 2023 relative à la revalorisation des frais de déplacement des agents publics – Modification des frais de repas et d'hébergement.
- D'inscrire au budget les crédits correspondants,
- D'autoriser le Président du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, Pascal GRAPPIN, ou son représentant, à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération.

Dijon, le 10 septembre 2026
Le Président du SICECO,

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR * SICECO

Pascal GRAPPIN

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE
en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260915-6-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le Préfet : 15-09-2026

Publication le : 15-09-2026

Délibération du Bureau

10 septembre 2026

Membres en exercice :	20	Membres présents :	18	Membres votants :	18
Date de convocation :	3 septembre 2026			Date d'affichage :	3 septembre 2026
Présents :	Pascal Grappin (Président), Claude Fontaine (1er Vice-Président), Émilie Alif, Luc Baudry, Gilles Biancone, Stéphane Dahlen, Dominique Dupont, Patrick Duthu, Emeline Girard-Becq, Lionel Houée, Benjamin Leroux, Jean-Michel Mars, Jean-Noël Mory, Pascal Petot, Thierry Rolland, Eric Skladana, Nicolas Urbano, Gérard Verdreau				
Excusés représentés :	/				
Excusés :	Jean-Christophe Bouin (Payeur Départemental), Hugues Antoine, Christine Seguin-Voye				
Secrétaire de séance :	Émilie Alif				
Assistaient à la réunion :	Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Denis Bourlier (responsable du service Affaires générales et Finances), Bruno Kablitz (responsable du service Réseaux, Mobilité et Informatique-SIG), Pascaline Fisch (responsable du service Énergie), Nathalie Blanc (responsable du service Communication, Relations Publiques et Protocole)				

Objet : Départ en retraite

Dans le cadre de la condition du personnel, le Président propose aux membres du Bureau que le SICECO remercie les agents qui partent à la retraite en offrant un cadeau.

Le Président propose de retenir le principe d'un cadeau aux retraités dans la limite d'un montant maximum fixé à 1 000 €. Cette somme sera proratisée en fonction de l'ancienneté de l'agent dans la collectivité :

- De 0 à 9 ans d'ancienneté : 100 € par année
- A partir de 10 ans d'ancienneté : 1 000 €

Le SICECO procèdera à l'achat du cadeau à destination de l'agent.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Bureau décide :

→ de retenir le principe de l'octroi d'un cadeau à l'agent qui part en retraite selon les conditions énoncées ci-avant,

→ d'autoriser le Président du SICECO territoire d'énergie Côte d'Or, Pascal GRAPPIN, à signer toutes les pièces de dépenses correspondantes.

Dijon, le 10 septembre 2026

Le Président du SICECO

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR
SICECO

Pascal GRAPPIN

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE
en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260915-7-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le Préfet : 15-09-2026

Publication le : 15-09-2026

Délibération du Bureau

10 septembre 2026

Membres en exercice :	20	Membres présents :	18	Membres votants :	18
Date de convocation :	3 septembre 2026			Date d'affichage :	3 septembre 2026

Présents : Pascal Grappin (Président), Claude Fontaine (1er Vice-Président), Émilie Alif, Luc Baudry, Gilles Biancone, Stéphane Dahlen, Dominique Dupont, Patrick Duthu, Emeline Girard-Becq, Lionel Houée, Benjamin Leroux, Jean-Michel Mars, Jean-Noël Mory, Pascal Petot, Thierry Rolland, Eric Skladana, Nicolas Urbano, Gérard Verdreau

Excusés représentés : /

Excusés : Jean-Christophe Bouin (Payeur Départemental), Hugues Antoine, Christine Seguin-Voye

Secrétaire de séance : Émilie Alif

Assistaient à la réunion : Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Denis Bourlier (responsable du service Affaires générales et Finances), Bruno Kablitz (responsable du service Réseaux, Mobilité et Informatique-SIG), Pascaline Fisch (responsable du service Énergie), Nathalie Blanc (responsable du service Communication, Relations Publiques et Protocole)

Objet : Convention de transfert de la maitrise d'ouvrage pour l'éclairage du terrain de football de Fleurey-sur-Ouche

Le Président indique aux membres du Bureau que la commune de FLEUREY-SUR-OUCHE porte un projet de rénovation de terrain de football et a donc sollicité le SICECO pour la rénovation de l'éclairage de ce stade.

Cependant la commune instruit ce dossier dans le cadre de procédures de demande de subvention auprès de différentes instances sous la forme d'un dossier technique et administratif unique pour le traitement duquel il apparait nécessaire, pour des raisons de coordination, de calendrier et de possibilité pour la commune de bénéficier d'aides extérieures au SICECO, de lui laisser la maitrise d'ouvrage de la partie éclairage.

Le président propose donc de laisser ponctuellement la maitrise d'ouvrage de cette opération à la commune de FLEUREY-SUR-OUCHE et de signer une convention de transfert de maitrise d'ouvrage :

- Limitée dans le temps et géographiquement à cette seule opération (éclairage du terrain principal)
- Formalisée par des documents de remise d'ouvrage avant et après travaux.

Les équipements rénovés seront, après travaux, réintégrés au patrimoine du SICECO. Pour ce faire, la commune de FLEUREY-SUR-OUCHE sera accompagnée par le technicien de secteur SICECO afin que les travaux engagés respectent les prescriptions techniques en vigueur sur le patrimoine du SICECO.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Bureau décide :

→ de valider la convention jointe en annexe ;
→ d'autoriser le Président du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, ou son représentant, à signer cette convention;
→ d'autoriser le Président du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, ou son représentant, à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération.

Dijon, le 10 septembre 2026
Le Président du SICECO

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR * SICECO

Pascal GRAPPIN

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE
en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon
021-200049922-20260915-8-DE
Acte certifié éxécutoire
Réception par le Préfet : 15-09-2026
Publication le : 15-09-2026

CONVENTION DE TRANSFERT

DE MAITRISE D'OUVRAGE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Syndicat d'Energies de Côte-d'Or, représenté par M. Pascal GRAPPIN, en sa qualité de Président, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération du Bureau du 29 mai 2026.

Ci-après dénommé **« Le SICECO »**

ET

La Commune de Fleurey-sur-Ouche, représentée par M Jean-Marc MARCHAL, en sa qualité de Maire, dûment habilité à signer les présentes en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2026

Ci-après dénommée **« La Commune »**

« Le SICECO », « **La Commune** », ci-après désignés ensemble par « **Les Parties** »

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Commune de Fleurey-sur-Ouche a transféré au SICECO la compétence optionnelle « Eclairage public » en date de la délibération du Conseil municipal de la commune du 1er avril 2008.

A ce titre, le SICECO est devenu conformément à ses statuts, compétent pour entretenir les installations d'éclairage extérieur mais aussi réaliser sous sa maitrise d'ouvrage tous les travaux de construction des nouvelles installations d'éclairage extérieur situées dans l'emprise des projets de la Commune de Fleurey-sur-Ouche.

La Commune porte un projet de remise à niveau de son terrain de foot.

L'ensemble de ces travaux fait l'objet d'un dossier technique et administratif unique, pour le traitement duquel il apparait nécessaire, pour des raisons de coordination, de calendrier et permettre de bénéficier d'aides extérieures au SICECO, de laisser la maitrise d'ouvrage de la partie éclairage à la Commune.

Le présent préambule fait partie intégrante de la convention.

ARTICLE I - OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles la Commune de Fleurey-sur-Ouche conserve la maitrise d'ouvrage de la réalisation l'éclairage extérieur à rénover sur le terrain de foot.
Les installations concernées (ci-après désignées par « les Equipements ») sont les appareils d'éclairages extérieurs, leurs supports et leurs câbles d'alimentation électriques.

ARTICLE II – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention aura une durée correspondant au cadre de réalisation du projet général de rénovation du terrain de sport principal de la Commune.
Elle commence à compter de la signature de la présente convention et prend fin :

- Soit lors du transfert des équipements au SICECO, formalise par un procès-verbal ;
- Soit à la réception définitive des travaux généraux sans que la durée de la convention ne puisse dépasser cinq ans.

ARTICLE III – PROPRIETE

Les Equipements installés dans le cadre de la présente convention, étant sous la maitrise de la Commune de Fleurey-sur-Ouche, cette dernière assumera toutes les charges, réparations et impositions afférentes aux dits Equipements, jusqu'à transfert et mise à disposition des équipements au SICECO.

ARTICLE IV - ETATS DES LIEUX

Lors de la mise à disposition des équipements, il sera dressé contradictoirement un état des lieux, annexé aux présentes et formalisé par un procès-verbal de transfert.

ARTICLE V - OBLIGATIONS DES PARTIES

La présente convention est soumise aux dispositions du Code Civil et du code des Collectivités Territoriales.

ARTICLE VI - RESPONSABILITES

VI.1 - Entre les parties

Le SICECO ne supporte pas la charge des dommages corporels et matériels directement imputables et susceptibles d'être causés par les équipements tant que ceux-ci ne lui sont pas remis (en particulier, les équipements ne sont pas intégrés dans les bases de données du SICECO qui ne répond pas aux demandes de travaux (DT) et demande d'intention de commencer les travaux (DICT)).

A ce titre, la Commune répondra desdits dommages dans la mesure où ceux-ci trouvent directement et exclusivement leur source dans les équipements objet de la présente convention à la date de signature.

VI.2 - A l'égard des tiers

La Commune supportera les conséquences pécuniaires de sa responsabilité propre du fait des dommages et préjudices causés aux tiers dans le cadre ou à l'occasion de la présente convention.

ARTICLE VII – ASSURANCES

La Commune fera son affaire personnelle de la souscription de toute police d'assurance qu'elle estimera nécessaire pour couvrir les responsabilités visées ci-avant et s'engage à informer ses assureurs des renonciations à recours consenties dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE VIII – DISPOSITIONS FINANCIERES

La présente convention ne donne lieu au versement d'aucune redevance, ni loyer, ni droit d'usage d'une partie vers l'autre.
Par ailleurs la Commune finance intégralement les Equipements sans aucune participation financière du SICECO.

ARTICLE IX - PROCEDURE

Toutes les contestations qui pourront s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation des présentes feront au préalable l'objet d'une tentative d'accord amiable.

En cas d'échec de celui-ci, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes sera du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

ARTICLE X - NULLITE RELATIVE

Si l'une ou plusieurs stipulations des présentes sont tenues pour non valables ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

ARTICLE XII - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- la Commune : M. le Maire, 1 bis rue du Sophora, 21410 FLEUREY SUR OUCHE
- Le SICECO : M le Président du SICECO, 9A rue René Char, 21000 DIJON

Toute modification des présentes devra faire l'objet d'un avenant signé.

Fait à Dijon, le 11 septembre 2026

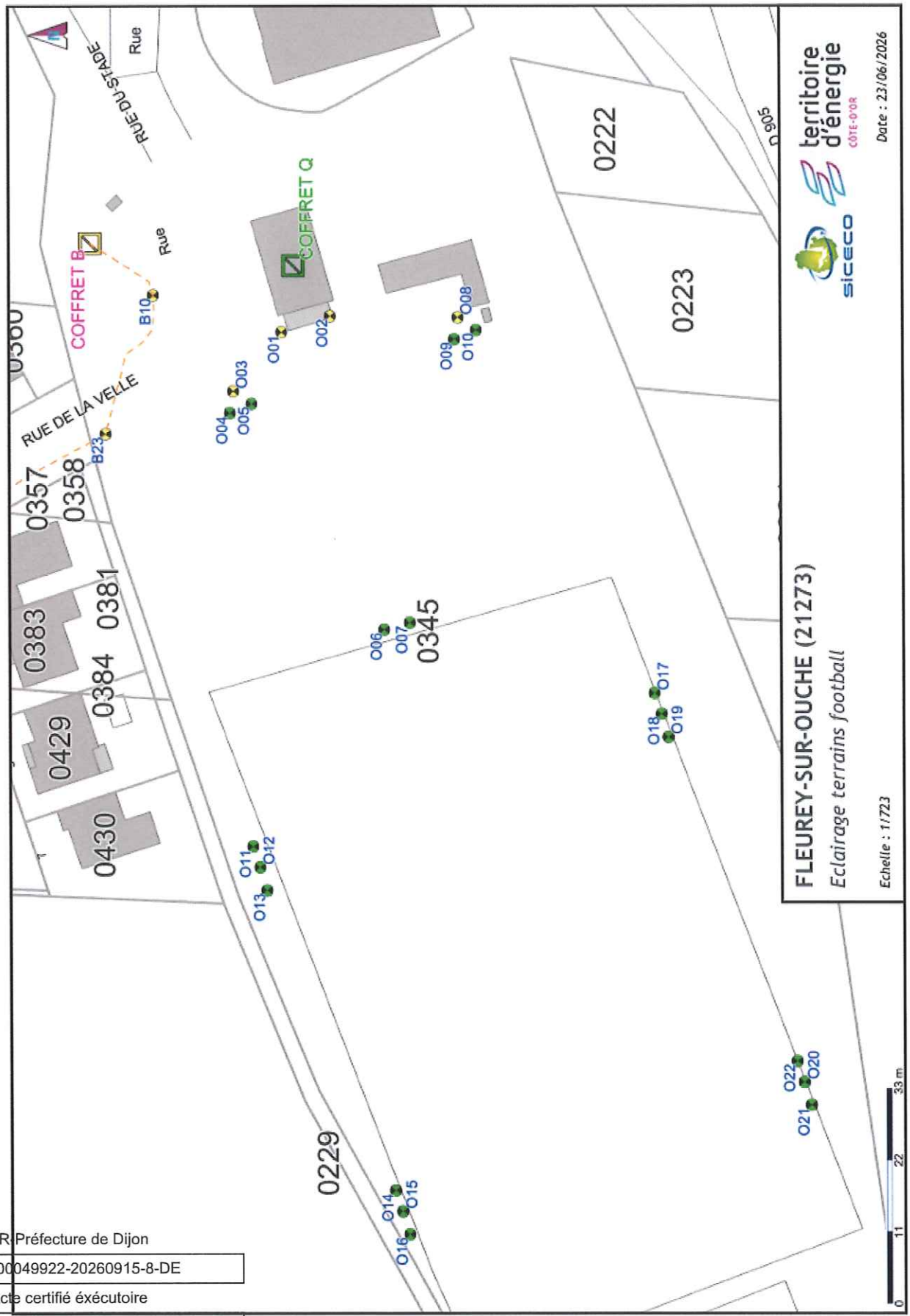
En 2 exemplaires originaux, dont 1 pour le SICECO, et 1 pour la Commune de Fleurey-sur-Ouche

M Pascal GRAPPIN — M Jean-Marc MARCHAL

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR * SICECO

Président du SICECO — Maire de la Commune de Fleurey-sur-Ouche

Annexe 1 :



AR Préfecture de Dijon
021-200049922-20260915-8-DE
Acte certifié éxécutoire
Réception par le préfet : 15-09-2026
Publication le : 16-09-2026

Délibération du Bureau

10 septembre 2026

Membres en exercice :	20	Membres présents :	18	Membres votants :	18
Date de convocation :	3 septembre 2026			Date d'affichage :	3 septembre 2026
Présents :	Pascal Grappin (Président), Claude Fontaine (1er Vice-Président), Émilie Alif, Luc Baudry, Gilles Biancone, Stéphane Dahlen, Dominique Dupont, Patrick Duthu, Emeline Girard-Becq, Lionel Houée, Benjamin Leroux, Jean-Michel Mars, Jean-Noël Mory, Pascal Petot, Thierry Rolland, Eric Skladana, Nicolas Urbano, Gérard Verdreau				
Excusés représentés :	/				
Excusés :	Jean-Christophe Bouin (Payeur Départemental), Hugues Antoine, Christine Seguin-Voye				
Secrétaire de séance :	Émilie Alif				
Assistaient à la réunion :	Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Denis Bourlier (responsable du service Affaires générales et Finances), Bruno Kablitz (responsable du service Réseaux, Mobilité et Informatique-SIG), Pascaline Fisch (responsable du service Énergie), Nathalie Blanc (responsable du service Communication, Relations Publiques et Protocole)				

Objet : Participation en tant que territoire pilote à une démarche de structuration d'une filière nationale de réemploi des équipements d'éclairage public

Le Président présente aux membres du Bureau l'appel à manifestation d'intérêt lancé conjointement par le Syndicat de gestion des énergies de la région lyonnaise - SIGERLy (69), la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), le Syndicat des entreprises de la transition énergétique et numérique (SERCE) et le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) pour développer une filière du réemploi de matériel en éclairage public à l'échelle nationale en recherchant des territoires pilotes.

Compte tenu du fait que le SICECO a déjà pris l'initiative de promouvoir et tester le réemploi sur son territoire, et vérifié son intérêt technique, économique et environnemental selon certaines conditions, il parait tout à fait judicieux de participer à la démarche pour consolider les conditions de réussite et élargir les cas possibles.

La démarche repose sur le don de matériel entre collectivités et consiste à organiser une filière nationale de réemploi traitant les éléments suivants :

- Dépose préservante : précautions et traçabilité
- Qualification technique : définition de référentiels
- Reconditionnement et repose : nettoyage, réparation, garantie

La mise en commun et la traçabilité sont gérées grâce à la création d'une plateforme « MATs et Equipements Urbains de Seconde vie » (MATEUS), à tester.

En rejoignant cette démarche, le SICECO s'engage à désigner des référents (élus et services), à donner des informations sur son patrimoine et à participer aux réflexions générales. Il devra préciser son niveau d'implication ultérieurement : projets ou chantiers susceptibles de servir de terrain d'expérimentation, implication dans les composantes du processus.

Le président propose de manifester l'intérêt du SICECO pour devenir « territoire pilote » dans cette démarche.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Bureau décide :

→ de valider la candidature du SICECO à l'appel à manifestation d'intérêt MATEUS ;
→ d'autoriser le Président du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, ou son représentant, à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération.

Dijon, le 10 septembre 2026
Le Président du SICECO

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR * SICECO

Pascal GRAPPIN

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE
en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon
021-200049922-20260915-9-DE
Acte certifié éxécutoire
Réception par le Préfet : 15-09-2026
Publication le : 15-09-2026

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

Devenez pilote pour expérimenter le réemploi dans l'éclairage public !



SIGERLy

FNCCR

SERCE
Les entreprises de la transition énergétique et numérique

Cerema
CLIMAT & TERRITOIRES DE DEMAIN

AMI - Territoires pilotes

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

L'AMI en bref

Dans quel contexte s'inscrit-il ?

La structuration d'une filière nationale de réemploi des équipements d'éclairage public.

Quels acteurs portent le projet ?

Cette initiative est portée conjointement par le SIGERLy, la FNCCR, le SERCE, le Cerema et plusieurs entreprises de la filière.

Ce que nous attendons de vous

Expérimentez le réemploi des équipements d'éclairage public sur votre territoire et contribuez à construire le futur modèle national en la matière !

Date limite pour nous signaler votre intérêt

26 septembre 2026



AMI - Territoires pilotes

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

1-Le contexte de la démarche

Le SIGERLy, la FNCCR, le SERCE, le Cerema et plusieurs entreprises de la filière travaillent conjointement à la **structuration d'une filière nationale de réemploi des équipements d'éclairage public**. Une première phase d'expérimentation a été engagée sur le territoire du SIGERLy afin de tester les principales étapes du processus, **depuis la dépose préservante jusqu'à la réaffectation sur une nouvelle opération.**

Cette première étape a permis d'**identifier les principaux enjeux techniques, économiques, juridiques et organisationnels**. Elle doit désormais être complétée par des expérimentations conduites dans d'autres contextes territoriaux. L'objectif n'est pas de reproduire à l'identique le dispositif lyonnais, mais d'en **éprouver la transférabilité, d'identifier les adaptations nécessaires et de consolider un modèle** pouvant être utilisé par un nombre croissant de maîtres d'ouvrage.



AMI - Territoires pilotes

1-Le contexte de la démarche

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

Expérimentation

Phase pilote conduite par le SIGERLy

Essaimage

Déploiement territorial et partenariats

Modèle national

Réplicable à l'échelle nationale

La stratégie d'essaimage repose sur les réseaux de la FNCCR et du SERCE, sur les retours d'expérience entre pairs et sur la participation à des rencontres professionnelles.

Les premiers maîtres d'ouvrage ciblés sont notamment ceux ayant déjà manifesté un intérêt pour le sujet à travers les webinaires, groupes de travail ou échanges nationaux.



AMI - Territoires pilotes

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

1-Le contexte de la démarche

1 Dépose préservante

Retrait des équipements en évitant leur détérioration et en conservant les informations nécessaires à leur qualification ultérieure.

2 Qualification technique

Évaluation de l'état, de la conformité, de la durée de vie résiduelle et des opérations nécessaires avant remise en service.

3 Reconditionnement

Nettoyage, réparation, remplacement de composants et remise en conformité des équipements qualifiés.

4 Stockage et traçabilité

Gestion des stocks, étiquetage et enregistrement des données techniques via la plateforme MATEUS.

5 Don et réaffectation

Transfert entre maîtres d'ouvrage et repose sur une nouvelle opération, créant ainsi une seconde chaîne de valeur.



AMI - Territoires pilotes

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

2-L'objectif de l'appel à manifestation d'intérêt

Le consortium souhaite identifier des **collectivités, métropoles et syndicats d'énergie volontaires** pour devenir territoires pilotes. Les territoires sélectionnés pourront tester **tout ou partie du processus** de réemploi, en fonction de leurs projets en cours ou à venir, de la maturité de leur réflexion, de leur organisation interne et de leurs ressources disponibles.

Il n'est pas nécessaire de disposer immédiatement d'un projet complet de réemploi. Une collectivité pourra participer en testant une seule étape, en mettant à disposition un gisement, en exprimant un besoin ou simplement en expérimentant la plateforme MATEUS.

Syndicat départemental

Patrimoine important, capacité d'intermédiation entre communes membres.

Commune rurale

Patrimoine plus limité, besoin d'équipements à moindre coût, approche complémentaire.

Métropole

Gisements significatifs, capacité technique interne et projets de renouvellement réguliers.

Territoire urbain

Diversité des équipements, logistique spécifique, enjeux de traçabilité à grande échelle.

L'enjeu est de réunir des situations territoriales suffisamment variées pour vérifier la robustesse du modèle : que le patrimoine soit important ou plus limité, que la démarche soit avancée ou émergente, chaque territoire apporte une valeur ajoutée distincte à la construction du modèle national.



AMI - Territoires pilotes

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

3- Les objets d'expérimentation

L'expérimentation est conçue pour être modulable. **Chaque territoire pilote pourra choisir les composantes du processus qu'il souhaite tester**, en fonction de sa situation, de ses projets et de ses ressources. Voici les quatre grandes composantes ouvertes à l'expérimentation.

Dépose préservante

Organisation spécifique du chantier, consignes précises aux entreprises, identification et étiquetage des équipements. Un équipement mal déposé perd rapidement son potentiel de réemploi

Qualification technique

État visuel et mécanique, historique connu, conformité, durée de vie résiduelle, opérations nécessaires avant remise en service. Les retours des territoires pilotes consolideront les référentiels communs.

Reconditionnement et repose

Nettoyage, réparation, remplacement de composants, remise en conformité, contrôle final. Évaluation de la faisabilité technique, économique, logistique et contractuelle.

Test de MATEUS

MATEUS (Mâts et équipements urbains de seconde vie) est la plateforme développée pour soutenir la filière. Elle rend visible les équipements disponibles, caractérise les gisements, exprime les besoins, enregistre les données techniques, trace l'origine et le devenir des équipements, organise leur réservation et leur réaffectation.



AMI - Territoires pilotes

3- Les objets d'expérimentation

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

Le fondement du modèle d'échange retenu repose sur **le don entre maîtres d'ouvrage**. Ce mécanisme permet à une collectivité disposant d'un équipement devenu inutile de le transférer à une autre collectivité qui en a l'usage. Le don constitue ainsi le point de départ d'une nouvelle chaîne de valeur.

Le principe du don

Les équipements sont transférés gratuitement entre maîtres d'ouvrage. La valeur économique ne réside pas dans l'équipement lui-même, mais dans les services nécessaires à sa seconde vie.

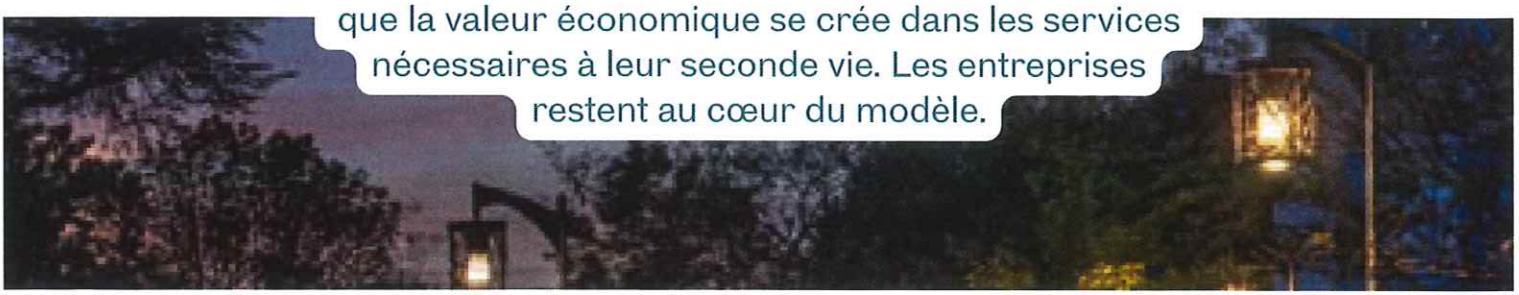
- Transfert de propriété entre collectivités
- Aucune transaction commerciale sur l'équipement
- Cadre juridique spécifique à préciser
- Traçabilité assurée par MATEUS

La valeur créée par les entreprises

Les entreprises interviennent sur l'ensemble des prestations de services entourant le don : dépose, qualification, transport, reconditionnement, repose et maintenance. C'est dans ces services que se crée la valeur économique de la filière.

- Dépose préservante
- Qualification et contrôle
- Transport et logistique
- Reconditionnement et repose
- Maintenance et suivi

Cette distinction est fondamentale : les équipements circulent entre maîtres d'ouvrage par le don, tandis que la valeur économique se crée dans les services nécessaires à leur seconde vie. Les entreprises restent au cœur du modèle.



AMI - Territoires pilotes

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

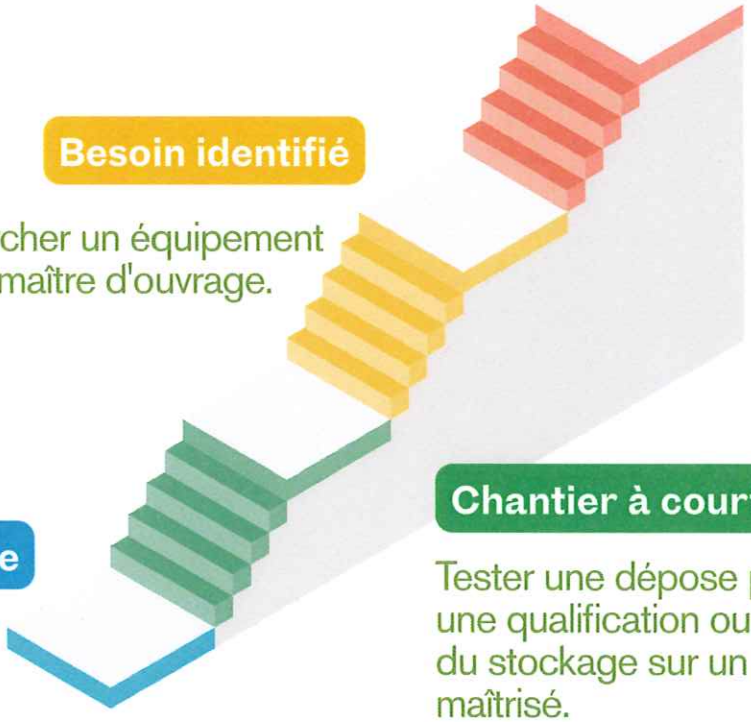
4- Une démarche adaptée à la maturité de chaque collectivité

Tester le processus complet, contribuer à l'amélioration des référentiels et partager ses propres retours d'expérience.

Déjà engagé dans le réemploi

Besoin identifié

Utiliser MATEUS pour rechercher un équipement disponible auprès d'un autre maître d'ouvrage.



Chantier à court terme

Tester une dépose préservante, une qualification ou l'organisation du stockage sur un périmètre maîtrisé.

Phase de découverte

Comprendre le processus, identifier ses premiers gisements, tester MATEUS sans engagement opérationnel immédiat.

Quelle que soit la position sur cet escalier de maturité, **chaque participation apporte une valeur réelle à la construction du modèle national.** Il n'existe pas de niveau minimum requis pour candidater : la diversité des situations est précisément ce qui enrichit la démarche collective.



AMI - Territoires pilotes

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

5- Une logique gagnant-gagnant

Le fondement du modèle d'échange retenu repose sur **le don entre maîtres d'ouvrage.** Ce mécanisme permet à une collectivité disposant d'un équipement devenu inutile de le transférer à une autre collectivité qui en a l'usage. Le don constitue ainsi le point de départ d'une nouvelle chaîne de valeur.

Pour la collectivité partenaire

- Bénéficier des premiers enseignements du consortium
- Ne pas reconstruire seule l'ensemble de la méthode
- Tester le réemploi sur un périmètre maîtrisé
- Anticiper les évolutions de la commande publique
- Mieux connaître son patrimoine et ses gisements
- Rejoindre un réseau national de territoires pionniers
- Contribuer à la définition des futurs outils et référentiels

Pour le consortium

- Tester le modèle dans un contexte nouveau
- Vérifier ce qui est reproductible et ce qui doit être adapté
- Confronter MATEUS à des situations réelles
- Améliorer les référentiels techniques et organisationnels
- Identifier les seuils économiques et logistiques
- Préciser les conditions juridiques du don et du transfert
- Consolider un modèle national crédible

La valeur de la démarche réside **dans une capitalisation croisée** : chaque territoire bénéficie des apprentissages déjà acquis et produit, à son tour, des enseignements utiles aux suivants.



AMI - Territoires pilotes

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

6- Les engagements attendus du territoire pilote

LLa manifestation d'intérêt n'engage pas immédiatement la collectivité dans une opération complète. Après un premier échange, **le territoire et le consortium préciseront ensemble** le périmètre possible de l'expérimentation, les équipements concernés, les acteurs à mobiliser, le calendrier prévisionnel et les modalités de retour d'expérience.

Un référent opérationnel

La personne en charge du suivi quotidien de l'expérimentation au sein des services techniques — point de contact principal avec le consortium.

Un interlocuteur de direction

Un responsable de haut niveau capable de prendre les décisions nécessaires et de mobiliser les ressources internes.



Un élu ou sponsor interne

Le cas échéant, un élu ou un cadre dirigeant portant la démarche politiquement et nstitutionnellement au sein de la collectivité.

Les équipes ou entreprises contributrices

Les services techniques, prestataires ou bureaux d'études susceptibles de participer concrètement aux différentes étapes de l'expérimentation.

L'appui du consortium sera dimensionné au cas par cas. Il ne pourra pas se substituer aux responsabilités du maître d'ouvrage, à l'ingénierie de chantier ou aux prestations qui relèvent des entreprises et bureaux d'études. **La collectivité reste pleinement responsable de ses choix d'investissement et de ses opérations.**



AMI - Territoires pilotes

MATEUS
MÂTS ET EQUIPEMENTS URBAINS DE SECONDE VIE

7- Comment manifester son intérêt ?

Les collectivités et syndicats d'énergie souhaitant devenir territoires pilotes sont invités à transmettre leur manifestation d'intérêt **au plus tard le 26 septembre 2026.** À l'issue de l'appel, le consortium prendra contact avec les structures intéressées afin d'évaluer la faisabilité, de qualifier leur maturité et de définir un périmètre d'expérimentation réaliste.

identification

Nom de la collectivité ou du syndicat, coordonnées du référent éclairage public, contact de direction et élu référent si possible.

Patrimoine

Description succincte du patrimoine ou du périmètre concerné, projets ou chantiers susceptibles de servir de terrain d'expérimentation.

Intentions

Composantes du processus que le territoire souhaiterait tester, niveau d'avancement de la réflexion sur le réemploi.

Attentes

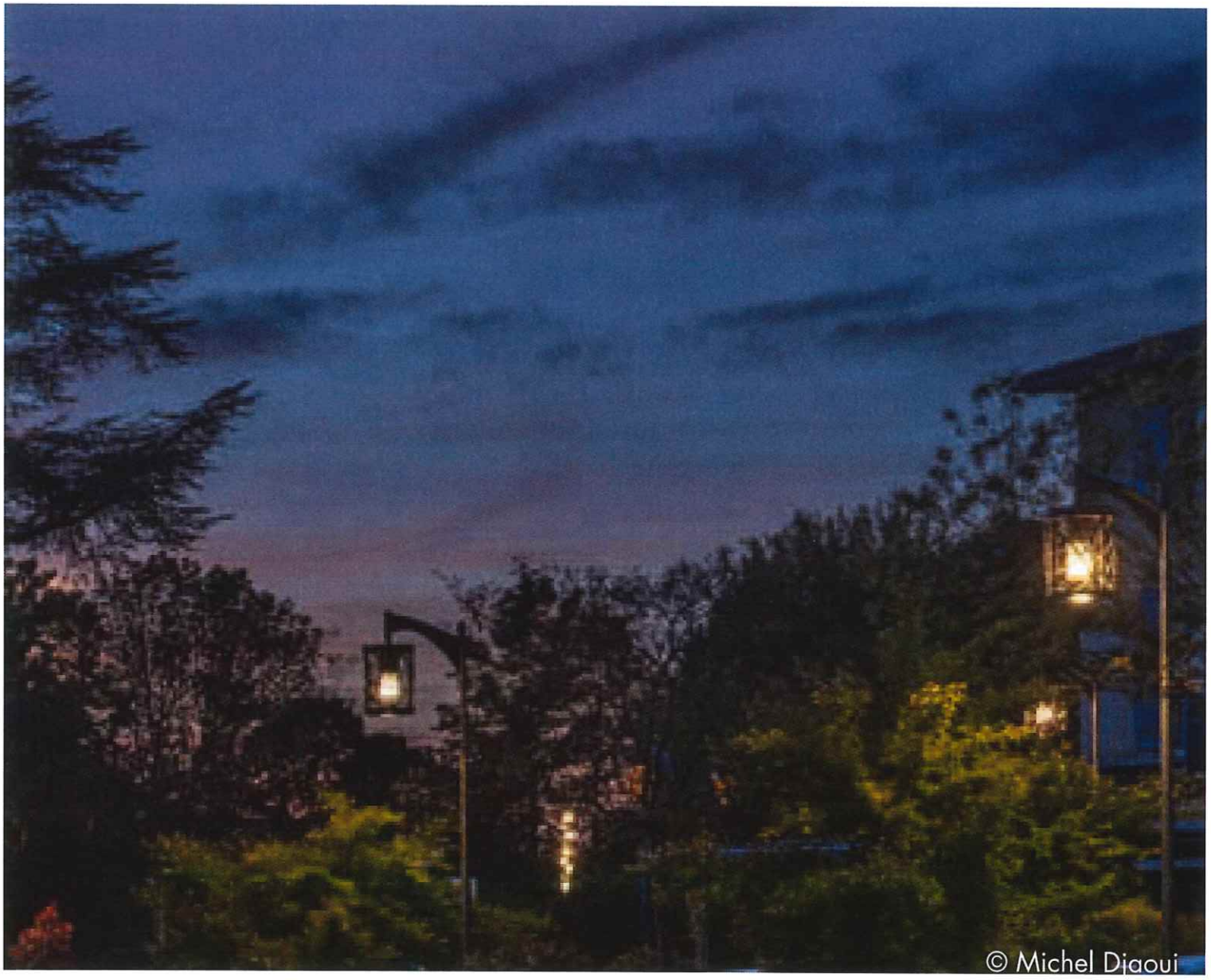
Principales attentes vis-à-vis du consortium et éventuels points de vigilance déjà identifiés par la collectivité.



Une ambition collective

Le réemploi ne changera pas d'échelle par la seule multiplication d'expériences isolées. Il changera d'échelle lorsque les maîtres d'ouvrage, les entreprises et les partenaires institutionnels auront construit ensemble des méthodes communes, des règles partagées, une organisation fiable et des modèles économiques soutenables.

En devenant territoire pilote, votre collectivité ne participe pas seulement à une expérimentation : elle contribue à construire le futur modèle national du réemploi dans l'éclairage public.



© Michel Djaoui

Délibération du Bureau

10 septembre 2026

Membres en exercice :	20	Membres présents :	18	Membres votants :	17
Date de convocation :	3 septembre 2026			Date d'affichage :	3 septembre 2026

Présents : Pascal Grappin (Président), Claude Fontaine (1er Vice-Président), Émilie Alif, Luc Baudry, Gilles Biancone, Stéphane Dahlen, Dominique Dupont, Patrick Duthu, Emeline Girard-Becq, Lionel Houée, Benjamin Leroux, Jean-Michel Mars, Jean-Noël Mory, Pascal Petot, Thierry Rolland, Eric Skladana, Nicolas Urbano, Gérard Verdreau

Excusés représentés : /

Excusés : Jean-Christophe Bouin (Payeur Départemental), Hugues Antoine, Christine Seguin-Voye

Secrétaire de séance : Émilie Alif

Assistaient à la réunion : Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Denis Bourlier (responsable du service Affaires générales et Finances), Bruno Kablitz (responsable du service Réseaux, Mobilité et Informatique-SIG), Pascaline Fisch (responsable du service Énergie), Nathalie Blanc (responsable du service Communication, Relations Publiques et Protocole)

Monsieur Grappin ne prenant part ni aux débats ni au vote

Objet : Contribution financière pour l'extension du réseau de distribution de gaz naturel sur la commune de Nuits-Saint-Georges

Le Président rappelle que le SICECO est autorité organisatrice de la distribution publique de gaz naturel des communes qui lui ont transféré la compétence correspondante des statuts du SICECO (art. 6.2).

En ce qui concerne les dossiers d'extension de réseau, le concessionnaire effectue un calcul de rentabilité (ratio bénéfice sur investissement : B/I). En cas de rentabilité non atteinte, l'article L.432-7 du code de l'énergie, offre la faculté aux autorités concédantes du service public de la distribution de gaz naturel, d' « apporter leur contribution financière aux gestionnaires des réseaux de distribution pour étendre les réseaux de gaz naturel sur le territoire des concessions déjà desservies partiellement ou pour créer de nouvelles dessertes de gaz naturel sur le territoire des communes non encore desservies par un réseau de gaz naturel, lorsque le taux de rentabilité de cette opération est inférieur à un niveau fixé par voie réglementaire ».

A ce titre, le SICECO accompagne ses communes adhérentes lors de projet de développement du réseau gaz selon les modalités financières actualisées lors de l'Assemblée Générale du SICECO le 15 décembre 2025 :

- Extension non rentable :
  - SICECO 50 % de la contribution demandée par le concessionnaire pour atteindre la rentabilité (plafond de dépense subventionnable 40 000 € ; les subventions ne sont pas soumises à la TVA) ;

- Branchement au gaz naturel :
    - 40 % du montant total HT des coûts de branchement à justifier par la facture GRDF acquittée (plafond de dépense subventionnable de 2 500 € HT)
- Développement du biométhane :
    - Abondement de 20% à la réfaction (base réfaction 40%) pour les installations de méthanisation sur le coût de raccordement au réseau dans le cas de société à capitaux public (plafond de dépense subventionnable de 100 000 € HT).

Le Président, rappelle la procédure classique lors d'un accompagnement par le SICECO sur des travaux d'extension et de raccordement au réseau de gaz :

1. Signature de la convention entre le SICECO et le concessionnaire GRDF
2. Réalisation des travaux par GRDF
3. Mandatement du SICECO au bénéfice du concessionnaire de la somme permettant de rendre le ratio positif
4. Émission du titre de recettes selon les modalités de subvention à l'encontre de la commune ou de l'aménageur public.

Cette procédure permet au SICECO :

- d'une part d'examiner en détail le calcul initial de B/I pour s'assurer que les meilleures conditions sont proposées à la commune ou à l'aménageur ;
- d'autre part d'assurer le suivi de convention avec, après plusieurs années d'exploitation de ce réseau, un recalcul de l'équilibre financier : dans l'hypothèse où celui-ci serait meilleur que prévu, le concessionnaire devra procéder, en fonction de son niveau, au remboursement partiel ou total auprès de l'autorité concédante, et donc aussi de la part due à la commune ou l'aménageur public.

Ces points rappelés, le Président présente le dossier d'extension du réseau de distribution de gaz pour la 2ème tranche de la zone d'activités de la communauté de communes de Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges (aménageur public) sur la commune de Nuits-Saint-Georges, adhérente du SICECO pour la compétence gaz depuis 2008.

Le Président présente les éléments financiers fournis par GRDF et la communauté de communes sur les coûts liés à l'extension pour l'alimentation de la zone :

- Participation demandée à la commune pour l'extension : 18 258 € HT soit 21 909.60 € TTC

Le Président rappelle que le SICECO a soutenu plusieurs projets de ce type mais indique qu'il s'agit de la première convention de ce type pour une zone d'activités. En effet, la desserte en gaz des zones d'activités était jusqu'à récemment toujours rentable grâce aux consommations de gaz importantes des activités industrielles ou tertiaires. Si les usages industriels restent parfois dépendants du gaz, les usages dans le tertiaire baissent fortement du fait des réglementations successives défavorables au gaz.

Sans usage industriel identifié à ce jour, le projet de desserte a été limité, en accord avec l'aménageur, à une partie de la zone seulement.

D'autre part, l'extension est réalisée dans le cadre d'un aménagement porté par la communauté de communes et non la commune. La convention jointe sera signée entre cette dernière et GRDF

Le Président propose de faire une régularisation financière pour permettre à la commune de bénéficier de l'accompagnement du SICECO, notamment du fait de son faible montant et de l'avancement des travaux.

En conséquence,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité (*M. Grappin ne prenant part ni aux débats ni au vote*),

Le Bureau décide :

→ d'approuver la participation financière du SICECO pour le projet d'extension du réseau de gaz naturel de Nuits-Saint-Georges en respect des conditions définies lors de l'Assemblée Générale du 22 juin 2018 ;

→ d'autoriser le Président du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, Pascal Grappin, ou son représentant, à signer la convention et tous documents et pièces comptables utiles à l'exécution de la présente délibération.

Dijon, le 10 septembre 2026

Le Président du SICECO

SYNDICAT D'ENERGIES DE COTE-D'OR * SICECO

Pascal Grappin

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE
en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260915-10-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le Préfet : 15-09-2026

Publication le : 15-09-2026

Version
07/08/2026

Délégation marché d'affaires
GRDF Est
Référence projet : 20260302011
Référence SIROCCO : RE3-2600754

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE GEVREY-CHAMBERTIN ET DE NUITS-SAINT-GEORGES
3 RUE JEAN MOULIN 21700 Nuits-Saint-Georges

Convention pour l'alimentation en gaz de la zone d'aménagement ZONE D'ACTIVITES - LES PRES ST DENIS PHASE 2

entre

GRDF

et

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE GEVREY-CHAMBERTIN ET DE NUITS-SAINT-GEORGES

Sommaire

PREAMBULE 4
Article 1. OBJET DE LA CONVENTION 5
Article 2. DUREE DE LA CONVENTION 5
Article 3. MODALITES DE COOPERATION DES PARTIES 5
3.1. Désignation d'interlocuteurs dédiés 5
3.2. Suivi commercial de la CONVENTION 5
3.3. Accompagnement de la réflexion "Energie" de l'AMENAGEUR 6
3.4. Informations sur la présence du réseau de distribution gaz 6
3.5. Identification des acquéreurs de lots 6
3.6. Communication 7
3.7. Choix du gaz naturel 7
3.8. Réalisation des travaux 7
Article 4. MODALITES FINANCIERES 7
4.1. Rentabilité de l'alimentation au gaz naturel 7
4.2. Conditions financières et modalités de mise en}} œuvre 8
4.3. Modalités de paiement et de facturation 11
4.4. Pénalités de retard 13
4.5. Révisions des conditions financières 13
Article 5. MODALITES TECHNIQUES DE {{REALISATION DES OUVRAGES 13
5.1. Réalisation de l'Etude Technique préalable 13
5.2. Réalisation du Réseau d'amenée 15
5.3. Réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT 15
Article 6. DELAIS 20
Article 7. REGIME DES CANALISATIONS ET ASPECT FONCIER 20
7.1. Ouvrages en concession et accessibilité des compteurs 20
7.2. Règles d'implantation des compteurs - règles en matière de plantation d'arbres - Règles en matière de constructions à proximité du réseau de distribution de gaz naturel 21
7.3. Non-obtention des autorisations 21
Article 8. CESSION - CLAUSE D'AGREMENT 21
Article 9. RESILIATION DE LA CONVENTION 22
Article 10. CONFIDENTIALITE 22
Article 11. LITIGES ET DROITS APPLICABLES 22
Article 12. RESPONSABILITE 22
Article 13. DOCUMENTS CONTRACTUELS 23

CONVENTION POUR L'ALIMENTATION EN GAZ D'UNE ZONE D'AMENAGEMENT

Entre

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE GEVREY-CHAMBERTIN ET DE NUITS-SAINT-GEORGES
Domicilié à 3 RUE JEAN MOULIN, 21700 Nuits-Saint-Georges,
Représenté par son maire en exercice, Pascal GRAPPIN

Désigné ci-après par l'***AMENAGEUR***, et

GRDF Société anonyme au capital de 1 835 695 000 €, dont le siège social est situé au 17 rue des Bretons 93210 Saint-Denis, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 444 786 511 RCS,

Représenté par Monsieur Mehena ACHILI, Délégué Marché d'Affaires de l'entité GRDF Est, dûment habilité(e) à cet effet,

Désigné ci-après par « **GRDF** ».

Ci–après individuellement désignés par la « **Partie** » et collectivement par les « **Parties** »

PREAMBULE

La commune (ou établissement public compétent) de Nuits-Saint-Georges initiatrice de la ZONE D'AMENAGEMENT ZONE D'ACTIVITES - LES PRES ST DENIS PHASE 2 a prévu de réaliser l'aménagement et l'équipement de la ZONE D'AMENAGEMENT.

La loi Energie Climat fixe des objectifs ambitieux de réduction des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables, notamment dans le secteur du bâtiment et du transport, principaux secteurs consommateurs d'énergie et contributeurs aux émissions de Gaz à Effet de Serre. A l'échelle locale, les projets d'aménagements durables sont clés pour répondre à ces objectifs car ils peuvent agir de manière transverse sur tous les leviers d'optimisation des ressources : intégration urbaine, conception bioclimatique, mobilité, accompagnement des futurs usagers, etc...
Les acteurs de l'aménagement jouent un rôle essentiel : ils traduisent opérationnellement les ambitions nationales en matière de transition énergétique, tout en garantissant l'attractivité pour les futurs acquéreurs, la commercialisation de la zone et la bonne réalisation des travaux.
Pour y parvenir, le réseau de gaz est leur outil d'aménagement durable : disponible, souple, évolutif et vecteur d'énergies renouvelables avec le gaz vert, il permet de répondre à tous les usages énergétiques d'un quartier grâce à des solutions gaz et gaz vert performantes et économiques pour les acteurs de lots. Dans le cadre de ses missions de service public, GRDF accompagne Aménageurs et Maîtres d'Ouvrages dans leurs choix énergétiques et dans la construction de solutions adaptées à leurs enjeux.

Compte tenu de leurs ambitions partagées de maîtrise des consommations et de mise en œuvre opérationnelle de la transition énergétique, les Parties ont donc convenu de ce qui suit :

Article 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention, ci-après dénommée la "CONVENTION", a pour objet de définir les conditions partenariales, financières et techniques dans lesquelles les Parties conviennent de coopérer pour l'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT ZONE D'ACTIVITES - LES PRES ST DENIS PHASE 2 que l'AMENAGEUR envisage de réaliser à Nuits-Saint-Georges et décrite en Annexe 3 (ci-après le "PROJET").
Les définitions des termes employés dans la présente CONVENTION sont données en Annexe 1. Ces termes sont identifiés dans la convention avec une majuscule.

Article 2. DUREE DE LA CONVENTION

La présente CONVENTION prend effet à compter de la signature par la dernière des Parties pour une durée fixée à cinq (5) ans. Par dérogation, l'article 3.5 des présentes demeurera applicable à l'issue de cette période pour la durée requise pour l'application dudit article.

Article 3. MODALITES DE COOPERATION DES PARTIES

3.1. Désignation d'interlocuteurs dédiés

Les noms, fonctions et coordonnées des interlocuteurs du projet sont synthétisés en Annexe 2. Les Parties conviennent de s'avertir mutuellement de tous changements d'interlocuteurs.

3.1.1. Pour GRDF

Afin de faciliter l'ensemble de son accompagnement, GRDF met à la disposition de l'AMENAGEUR un interlocuteur commercial et un interlocuteur technique dédiés au PROJET. Les interlocuteurs désignés seront les points d'entrée privilégiés de l'AMENAGEUR et des acquéreurs de lots. Ils faciliteront l'ensemble des étapes administratives et contractuelles, et feront appel aux compétences de GRDF nécessaires à l'aménagement du PROJET.

3.1.2. Pour l'AMENAGEUR

Pendant la phase de réalisation du PROJET, l'AMENAGEUR désigne de son côté le ou les interlocuteurs privilégiés de sa structure pour assurer le suivi commercial et technique de la CONVENTION. L'AMENAGEUR communique à son interlocuteur commercial GRDF les coordonnées du responsable de commercialisation et l'indique en Annexe 2.

3.2. Suivi commercial de la CONVENTION

Les Parties se réunissent chaque fois que nécessaire pour la bonne exécution de la CONVENTION.
Toutefois, l'AMENAGEUR et l'interlocuteur commercial de GRDF conviennent de se rencontrer à un rythme régulier et a minima annuel pour faire le point d'avancement du projet, des engagements respectifs des Parties et de l'acquisition des lots.

3.3. Accompagnement de la réflexion "Energie" de l'AMENAGEUR

GRDF informe l'AMENAGEUR sur les solutions gaz naturel performantes lui permettant de répondre aux ambitions énergétiques et environnementales de son PROJET.
GRDF fournit à l'AMENAGEUR les informations dont il dispose et qu'il jugera utiles à la rédaction du cahier des charges de cessions des lots.

3.4. Informations sur la présence du réseau de distribution gaz

L'AMENAGEUR s'engage à :

- Faire figurer la présence du réseau de distribution de gaz naturel sur la ZONE D'AMENAGEMENT dans le cahier des charges de cession de terrains annexé aux actes de vente ainsi que dans tous ses supports de communication et de promotion de la ZONE D'AMENAGEMENT (plaquette de présentation du projet, communication digitale, etc.),
- Communiquer aux acquéreurs de lot le n° de l'Accueil Gaz Raccordement et Conseil (09 69 36 35 34) et l'adresse du site de GRDF www.grdf.fr,
- Annexer aux actes de cession de terrains, à titre d'information, les informations relatives à la performance des solutions gaz naturel transmises par l'interlocuteur commercial de GRDF.

De son côté, GRDF s'engage à :

- Fournir aux utilisateurs potentiels de gaz naturel de la zone les modalités techniques et financières de raccordement au gaz naturel,
- Répondre à toute demande d'information sur les techniques liées à la réalisation du réseau et la mise en place de solutions énergétiques performantes gaz naturel,
- Fournir aux maîtres d'ouvrages et aux bureaux d'études de maîtrise d'œuvre (BET, architecte) les informations nécessaires pour les accompagner dans leur choix de solutions énergétiques adaptées à leurs projets et ambitions,
- Informer sur les technologies disponibles sur le marché, leur pertinence par rapport à d'autres solutions énergétiques et leur positionnement pour atteindre la réglementation en vigueur.

3.5. Identification des acquéreurs de lots

L'AMENAGEUR communiquera au prestataire retenu et désigné par GRDF les coordonnées (nom et téléphone) des acquéreurs de lot (personne morale ou physique) et de préférence les réservataires de parcelles (au moment de la promesse de vente ou de l'acte de vente définitif), après les avoir préalablement informés du destinataire des données (GRDF) et de la finalité de la collecte (permettre à GRDF de les recontacter afin de leur apporter un conseil personnalisé sur le choix de leur énergie), dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Les coordonnées des acquéreurs de lots seront fournies par l'AMENAGEUR selon le modèle en Annexe 4. La liste et la qualification des éventuels acquéreurs de lot connus à la date de la signature de la convention sont présentées à l'Annexe 3.

3.6. Communication

Dans le cadre de la CONVENTION, l'AMENAGEUR autorise GRDF à communiquer sur le projet à des fins internes et externes, sauf mention contraire écrite de l'AMENAGEUR.

3.7. Choix du gaz naturel

L'AMENAGEUR s'engage à retenir le gaz naturel pour le périmètre gaz du PROJET défini en Annexe 3, correspondant à une desserte partielle de la ZONE D'AMENAGEMENT depuis la rue des Sœurs Hospitalières, en direction des masses 12, 11 et 10, avec un arrêt du tracé au droit de la masse 10, au niveau de l'entrée du lot 10E.

Ce périmètre gaz, incluant les masses, lots, parcelles et éventuelles phases concernés par une alimentation en gaz naturel, devra être obligatoirement complété, précisé et validé par l'AMENAGEUR en Annexe 3.

Il est précisé que la présente CONVENTION ne porte pas sur l'ensemble de la ZONE D'AMENAGEMENT, ni sur les masses, lots ou parcelles non mentionnés dans ce périmètre. Les raccordements propres à chaque futur bâtiment ou acquéreur feront, le cas échéant, l'objet d'offres ou conventions de raccordement distinctes, établies ultérieurement en fonction des besoins définitifs, de l'avancement de la commercialisation et des choix énergétiques retenus.

3.8. Réalisation des travaux

Les engagements des Parties s'agissant de la réalisation des travaux pour l'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT sont définis à l'article 5.

Article 4. MODALITES FINANCIERES

4.1. Rentabilité de l'alimentation au gaz naturel

GRDF réalise une étude technico-économique de rentabilité pour le PROJET sur la base des éléments fournis par l'AMENAGEUR en Annexe 3, notamment du descriptif du programme prévisionnel de la ZONE D'AMENAGEMENT et du planning.
Cette étude technico-économique de rentabilité est effectuée à partir d'un calcul de B/I (Bénéfice/Investissement), ou bénéfice net actualisé par euro investi. Ce calcul permet, grâce à une actualisation sur une durée d'étude actuellement de trente (30) ans, d'évaluer aujourd'hui la valeur d'une décision économique en prenant en compte les dépenses et les recettes intervenant dans l'avenir à des dates différentes :

- Recettes : recettes d'acheminement du gaz naturel sur la zone à desservir, concernées par la présente CONVENTION
- Dépenses comprenant : investissements, dépenses d'exploitation de GRDF, dépenses éventuelles de renforcement de réseau pour alimenter le périmètre concerné par la présente CONVENTION, participation de GRDF aux travaux éventuels de pose réalisés par l'AMENAGEUR.

Selon cette étude, le montant total des travaux à réaliser pour l'alimentation en gaz naturel du périmètre défini en Annexe 3 au sein de la ZONE D'AMENAGEMENT s'élève à 18 364,50 € HT, incluant :

- 6 094,50 € HT pour le Réseau d'Amenée, comprenant la part de raccordement développement de 6 000,00 € HT et le raccordement de 1 ml sur le réseau existant PE125 pour 94,50 € HT ;
- 12 270,00 € HT pour les Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT, correspondant à 409 ml de réseau PE63 en fouilles remises par le MAITRE D'OUVRAGE.

Au vu des résultats de l'étude technico-économique de rentabilité et des engagements définis à l'ARTICLE 3, le montant de la participation financière **de l'AMENAGEUR est de 18 258,00 € HT.** Ce montant est précisé à l'article 4.2.1.

4.2. Conditions financières et modalités de mise en œuvre

4.2.1. Principes de financement des travaux

Au regard de l'étude technico-économique de rentabilité, GRDF et l'AMENAGEUR se répartissent le coût correspondant aux travaux d'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT. Ces travaux comprennent :

- La réalisation des travaux d'amenée incluant :

  o Les ouvrages en amont des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT et concourant à l'alimentation en gaz de cette ZONE (Réseau d'Amenée),

  o Les éventuels renforcements du réseau de distribution existant et/ou l'Extension du réseau à partir du réseau de distribution existant en PE.

- La fourniture des tubes PE, les accessoires (prises, manchons, boules marqueurs...) destinés à être posés au titre des Ouvrages Intérieurs de la zone,

- La réalisation des travaux de pose et de soudure de tous les tubes PE et accessoires en PE à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT . Il est à noter que :

  o Les travaux de terrassement liés aux Ouvrages intérieurs de la Zone d 'Aménagement, y compris matériau meuble mis en fond de fouille et pose du grillage avertisseur de couleur jaune, seront réalisés et financés par l'AMENAGEUR,

  o Les coûts définis au 4.2.2 seront le cas échéant, à la charge des Ayants droit concernés.

La répartition de la prise en charge des coûts des travaux de raccordement de la ZONE D'AMENAGEMENT décrits ci-dessus s'établit comme suit :

- L'AMENAGEUR verse une participation financière à hauteur de 18 258,00 € HT, suivant le détail ci-dessous :

Participation pour raccordement :

TVA : 20%	Total € HT =	18 258,00 €
	TVA =	3651.60 €
	Total € TTC =	21909.60 €

La TVA et le montant TTC sont calculés en application du (des) taux de TVA en vigueur à la date de rédaction de la CONVENTION et sont susceptibles de modifications en cas de changement des taux légaux.

4.2.2. Investissements à la charge des Ayants droit

Les Parties reconnaissent que, au jour de la signature des présentes, pour certains lots du PROJET, les acquéreurs ne sont pas connus, le choix de l'énergie, quel que soit l'usage n'a pas encore été fait ou l'énergie choisie n'est pas le gaz naturel.
Pour ces lots, les Parties reconnaissent que les acquéreurs ou futurs acquéreurs qui souhaitent faire raccorder leur(s) bâtiment(s) au réseau public de gaz naturel prendront à leur charge les coûts y afférents, conformément au catalogue des prestations annexes de GRDF. Cela inclut notamment :

- Les charges liées aux Branchements individuels et aux prestations réalisées après la pose des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT,

- Les charges liées à la location du Poste de livraison.

Les Parties reconnaissent que le raccordement de ces lots fera l'objet de travaux de voiries. GRDF réalisera les travaux dans les conditions définies dans l'offre de raccordement qui leur sera proposée par GRDF et notamment après obtention des autorisations nécessaires et cela quel que soit l'état des enrobés, définitifs ou provisoires. Pour tous les lots du PROJET, la réalisation des Installations Intérieures est à la charge des Ayants droit.

4.3. Modalités de paiement et de facturation

4.3.1. Facturation et règlement de la participation financière de l'aménageur

A la signature de la convention, GRDF transmettra à l'AMENAGEUR la facture correspondant à sa participation financière telle que définie au 4.2.1.

L'AMENAGEUR réglera cette facture au plus tard le jour de la Mise en gaz.

L'AMENAGEUR reconnait qu'en l'absence de paiement du solde de la facture le jour de la date de la Mise en gaz prévu, GRDF pourra refuser la Mise en gaz.

4.4. Pénalités de retard

Conformément à l'article L441-6 du code du commerce, tout retard de paiement entraînera l'application de plein droit de retard d'un montant égal à trois fois le taux d'intérêt légal ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) Euros.
Ces pénalités et indemnités forfaitaires sont exigibles le jour suivant la date de règlement prévu à la présente CONVENTION. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire susmentionnée, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire sur justification.

4.5. Révisions des conditions financières

Toute modification des éléments précisés en Annexe 3 (augmentation des longueurs d'alimentation extérieure à la zone, modification du nombre de lots, modification des tracés intérieurs, modification du phasage du projet, modification des besoins en gaz naturel prévisionnels, ...) entraînera la réalisation d'une nouvelle étude technico-économique, et la révision, le cas échéant, des conditions financières.

Dans le cas où le résultat de cette nouvelle étude serait favorable (c'est-à-dire dans le cas d'une baisse de la participation financière de l'AMENAGEUR ou dans le cas où la rentabilité des travaux puisse être assurée sans participation financière de l'AMENAGEUR), les Parties conviennent de poursuivre la CONVENTION et de définir par voie d'avenant les nouvelles conditions financières (participation financière éventuelle à la charge de l'AMENAGEUR).
Dans le cas où le résultat de cette étude technico-économique serait défavorable (c'est-à dire impliquant une augmentation de la participation financière), la CONVENTION pourra faire l'objet d'une résiliation de l'une ou l'autre des Parties. A défaut, un avenant traduira les nouvelles conditions financières.

Toute adaptation du réseau après pose des Ouvrages Intérieurs résultant d'une modification de voirie et/ou limites parcellaires fera l'objet d'une facturation au demandeur.

Article 5. MODALITES TECHNIQUES DE REALISATION DES OUVRAGES

5.1. Réalisation de l'étude technique préalable

5.1.1. Engagements du MAITRE D'OUVRAGE

Dans un délai de 3 mois avant le démarrage des travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'AMENAGEUR, celui-ci s'engage à fournir à GRDF les éléments du dossier projet qu'il n'aurait pas transmis à GRDF au jour de la signature de la CONVENTION.

Ce dossier comprend les renseignements suivants :

- Les caractéristiques des bâtiments au regard du descriptif du programme prévisionnel du PROJET joint en Annexe 3 et la définition des utilisations du gaz,
- La fiche information et planning conformément à l'Annexe 3,
- Le plan masse, plan de situation, plan de voiries et réseaux divers (VRD) du PROJET, joints en Annexe 3,
- Le tracé projeté des Ouvrages à l'Intérieur de la zone comprenant les Branchements, le réseau et présentant l'emplacement projeté des coffrets / postes lorsque ceux-ci sont connus au moment de la signature de la présente CONVENTION,
- Les prescriptions en matière de santé et de sécurité,

L'AMENAGEUR s'engage à fournir tous les ans la mise à jour des documents correspondant à l'avancée du planning prévisionnel de réalisation de l'aménagement ainsi qu'à la livraison des bâtiments.

5.1.2. Engagements de GRDF

Dans un délai maximum de un (1) mois à compter de la réception des documents cités ci-dessus, GRDF s'engage à réaliser avec l'AMENAGEUR l'étude technique du projet de tracé des Ouvrages considérés sur la base des éléments fournis par l'AMENAGEUR et à en transmettre les résultats à l'AMENAGEUR.

5.2. Réalisation du Réseau d'amenée

5.2.1. Engagements de GRDF

GRDF s'engage à réaliser les travaux en amont des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT ainsi que les éventuels renforcements du réseau de distribution et/ou l'Extension du réseau à partir du réseau de distribution existant en PE, jusqu'aux Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT.

5.3. Réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT

5.3.1. Engagements de l'AMENAGEUR concernant la réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT

5.3.1.1. Conformité aux normes et règlements applicables

L'AMENAGEUR s'engage à réaliser les travaux qui lui incombent en application de la présente CONVENTION, comme décrits à l'article 5.3.1.3 dans le respect des règles de sécurité, notamment de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité pour la distribution de gaz combustible par canalisations et les cahiers des charges Règlement de Sécurité de la Distribution de Gaz (dits "RSDG") associés.
L'AMENAGEUR s'engage également à se conformer :

- Aux exigences supplémentaires contenues dans les spécifications techniques de GRDF remises à l'AMENAGEUR à la signature de la présente CONVENTION,
- Pour tous les travaux qu'il réalise dans le cadre de la présente CONVENTION, l'AMENAGEUR s'engage à se conformer au "Guide des bonnes pratiques : Réalisation des ouvrages gaz dans les programmes immobiliers, les lotissements ou les zones d'aménagement" (Référence 2RDB0410) remis par GRDF ou téléchargeable sur www.grdf.fr. Ce document précise sous forme condensée et illustrée, les exigences de GRDF en matière de construction des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT. En complément de ce guide, il est précisé que le tracé des canalisations de distribution de gaz naturel et les équipements et accessoires associés ne passent en aucun cas à l'intérieur des parcelles privatives ou destinées à le devenir.

5.3.1.2. Coordination Sécurité Protection de la Santé

L'AMENAGEUR reconnait être maître d'ouvrage des travaux réalisés en application de la présente CONVENTION, au sens des articles R. 4532-4 et suivants du code du travail, ces travaux étant réalisés dans le cadre général de l'opération d'aménagement de la ZONE qu'il réalise.

Ainsi, l'opération étant vu dans son ensemble, l'AMENAGEUR désigne un "Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé" (ci-après "Coordonnateur SPS"), pour l'ensemble de l'opération, conformément à la législation en vigueur (en application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993).

Le nom et l'adresse du Coordonnateur SPS sera communiqué à GRDF au moins quinze (15) jours avant le début des travaux.

Les intervenants travaillant pour le compte de GRDF devront être inclus dans le plan général de coordination et transmettront au Coordonnateur SPS leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

5.3.1.3. Réalisation des ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT

L'AMENAGEUR réalise ou fait réaliser sous sa responsabilité (et à ses frais conformément à l'article 4.2.1) les travaux de terrassement, en tenant compte des exigences contenues dans les spécifications techniques de GRDF qui lui seront remises à la signature de la présente CONVENTION :

- La réalisation de la fouille, commune ou non, destinée à recevoir les Ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT, la fourniture et la pose de fourreau pour passage ultérieur de Branchement en traversée de voirie le cas échéant,
- Le remblayage de la fouille (y compris matériau meuble en fond de fouille et pose du grillage avertisseur de couleur jaune) et remise en état des sols.

5.3.2. Engagements de GRDF concernant la réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT

5.3.2.1. Réalisation des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT

GRDF fournit le matériel (les tubes PE, les accessoires (prises, manchons, boules marqueurs...)) destiné à être posé au titre des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT.

GRDF fait réaliser sous sa responsabilité la pose et la soudure de tous les tubes PE et accessoires en PE à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT (à l'exception des travaux décrits à l'article 5.3.1.3), y compris les éventuels Branchements prévus à l'article 4.2.1.

Dans le cas de Branchements prévus depuis le domaine public, GRDF se charge d'effectuer les démarches afin d'obtenir les autorisations administratives requises pour effectuer les travaux des Branchements correspondants. Les travaux seront pris en charge par GRDF et réalisés par l'entreprise de son choix. Ces travaux sont planifiés en même temps que ceux réalisés à l'intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT.
La responsabilité de GRDF ne pourrait être engagée en cas de refus d'autorisation administrative de réalisation des travaux.

5.3.2.2. Remise de la tranchée ouverte

A la remise, à titre gratuit, de la tranchée ouverte, GRDF et l'AMENAGEUR signent de façon contradictoire un "Procès-Verbal de remise à titre gratuit de tranchée ouverte avant déroulage de tube PE" (Annexe 5).

5.3.2.4. Transmission des plans géoréférencés

L'AMENAGEUR s'engage à remettre à GRDF un fond de plan numérisé géo référencé de la ZONE D'AMENAGEMENT comportant la représentation des bâtis et des affleurants des VRD dont il dispose. Les supports de restitution sont au format DAO, à l'échelle 1/200 ème. Les données doivent répondre aux exigences de précision (classe A, tel que défini dans l'arrêté du 13 février 2012 modifié). La remise de plans par l'AMENAGEUR emporte cession définitivement à GRDF des droits de propriétés, d'usage et de diffusion des fonds de plans.
Sous réserve de la transmission de ce fond de plan, GRDF s'engage à transmettre à l'AMENAGEUR le plan numérisé des réseaux de distribution de gaz sur la ZONE D'AMENAGEMENT. Ces plans sont transmis au format shape.
L'AMENAGEUR s'interdit de communiquer à tout tiers (hors association syndicale ou collectivité à qui les espaces publics sont rétrocédés) par quelque média que ce soit, ni à titre gratuit, ni à titre onéreux tout ou partie des plans des réseaux de distribution de gaz.

Article 6. DELAIS

Le délai pour le démarrage des travaux par GRDF est de quatre-vingt-dix (90) jours après la date d'entrée en vigueur de la convention.

L'AMENAGEUR s'engage à prévenir GRDF de la date de remise des tranchées huit (8) semaines avant que celle-ci ne soit réalisée.

Les interlocuteurs dédiés de l'AMENAGEUR et de GRDF conviennent de se rencontrer au moins quarante-cinq (45) jours avant le début du chantier pour déterminer le planning définitif des travaux relatifs aux Ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT, ainsi que celui du Réseau d'amenée. Il comprendra notamment la date prévue de Mise en gaz.
Ce planning des travaux ainsi qu'une fiche précisant l'identité et la qualité des intervenants sur le chantier sont dûment signés par chacune des Parties de la présente CONVENTION.
Toute modification du projet ou du planning à l'origine d'une des Parties fera l'objet d'un accord avec l'autre Partie.

Article 7. REGIME DES CANALISATIONS ET ASPECT FONCIER

7.1. Ouvrages en concession et accessibilité des compteurs

GRDF, en tant que concessionnaire du réseau de distribution public de gaz naturel, assure l'exploitation et la maintenance de l'ensemble des ouvrages concédés dans le cadre du Cahier des charges de Concession établi entre GRDF et l'autorité concédante.
GRDF ou toute entreprise intervenant pour son compte ou dûment habilitée par GRDF doit avoir à tout moment libre accès aux Ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT, destinés à l'alimentation en gaz naturel des constructions qui sont ou seront édifiées pendant l'exécution des présentes et à l'issue.

7.1.1. Constitution de Servitude

L'AMENAGEUR autorise GRDF ou toute entreprise intervenant pour son compte ou dûment habilitée par GRDF, pendant toute la période des travaux, jusqu'à la rétrocession en domaine public à pénétrer dans les parties communes de la ZONE D'AMENAGEMENT et à y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction ou au raccordement de nouveaux ouvrages, avec leurs accessoires. Cette autorisation s'étend à ce qui est utile à l'exploitation, la surveillance, l'entretien, le renforcement, la réparation, l'allongement, l'enlèvement de tout ou partie de canalisations et d'ouvrages ou accessoires qui seraient déjà en place.
Dès lors que les canalisations, poste de détente, ouvrages et accessoires se trouvent dans les parties privatives de la ZONE D'AMENAGEMENT et notamment dès lors que les voies n'auraient pas fait l'objet d'une rétrocession en domaine public, L'AMENAGEUR consent expressément à GRDF, de par la signature de la présente CONVENTION, une servitude sous seing privé pour établir à demeure dans l'emprise des parties communes de la ZONE D'AMENAGEMENT, les ouvrages destinés à l'alimentation en gaz naturel des constructions qui sont ou seront édifiées.

Toutefois, les Parties conviennent pour tenir compte des ouvrages et de leur localisation, de signer une convention de servitude, selon le modèle proposé par GRDF.

GRDF prendra la décision de publier à ses frais, devant notaire la convention de servitude. Les frais de publicité foncière seront dans ce cas intégrés dans le calcul de rentabilité de l'opération, prévu à l'article 4.

7.1.2. Classement des voies en domaine public

Dès lors que les voies sont en domaine public, GRDF bénéficie d'un droit d'occupation légal en tant que concessionnaire du réseau de distribution public de gaz (article L 433.3 du code de l'Energie).

7.2. Règles d'implantation des compteurs - règles en matière de plantation d'arbres - Règles en matière de constructions à proximité du réseau de distribution de gaz naturel

L'AMENAGEUR s'engage à respecter les règles suivantes et à les rendre opposables, même après la fin du PROJET d'aménagement, à tout acquéreur de lot de partie commune ou privative de la ZONE D'AMENAGEMENT :

- Implanter les compteurs en limite de propriété privée pour assurer leur accessibilité,
- Toute plantation d'arbre à proximité du réseau de GRDF doit respecter les prescriptions de la Norme NF P 98-332 de février 2005, intitulée "Règle de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinages entre les réseaux et végétaux",
- Toute construction de bâtiments est interdite sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre du réseau de distribution de gaz naturel de GRDF, cette distance étant réduite, du côté de la canalisation le plus proche de la limite des parcelles privatives, à un mètre afin de prémunir l'ouvrage des travaux de tranchées réalisés en domaine privatif par l'acquéreur de tout lot notamment l'édification ultérieure d'un muret en limite de propriété,
- Le mobilier urbain non pourvu de fondations, tel que bancs, abribus, panneau d'affichage ne sera pas considéré comme un bâtiment au sens de la présente CONVENTION.

L'AMENAGEUR s'engage à prendre en charge le coût des déplacements d'ouvrage qu'il aura réalisés ou qu'un acquéreur aura réalisés, consécutifs au non-respect des règles ci- dessus et découlant d'une défaillance de sa part.

7.3. Non-obtention des autorisations

La non-obtention des autorisations nécessaires à l'exécution de la présente CONVENTION, notamment l'autorisation d'aménager par l'AMENAGEUR, à l'issue d'un délai d'un (1) an à compter de la date de signature de la présente CONVENTION ou la non-obtention des autorisations administratives nécessaires à l'implantation du Réseau d'amenée par GRDF impliquent la résolution de la présente CONVENTION.

Article 8. CESSION - CLAUSE D'AGREMENT

En application de l'article 1216 du code civil et dans le cas où la compétence pour l'aménagement de la ZONE D'AMENAGEMENT serait transférée, GRDF autorise l'AMENAGEUR à céder sa qualité de Partie à la présente Convention à la nouvelle entité ayant compétence pour l'aménagement de la ZONE D'AMENAGEMENT. L'Aménageur s'engage à notifier à GRDF sans délai le transfert de compétence.

Article 9. RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention sera automatiquement résiliée, sans formalités, dans les situations suivantes :

- En cas de non-obtention, par l'AMENAGEUR, des autorisations administratives nécessaires - ou assimilées -, à l'issue d'un délai d'un (1) an à compter de la date de signature de la présente CONVENTION ou de la non-obtention des autorisations administratives nécessaires à l'implantation du Réseau d'amenée de GRDF,
- Si les travaux ne débutent pas au maximum un (1) an après la signature de la CONVENTION,
- En cas de non-respect de ses obligations, dûment constaté, de l'une ou l'autre des Parties, et d'échec de conciliation stipulée à l'ARTICLE 11, la présente CONVENTION sera résiliée de plein droit.

Les frais des études déjà réalisées par GRDF seront facturés à l'AMENAGEUR. Par ailleurs, la résiliation n'emporte pas abandon des dommages et intérêts éventuellement dus par la Partie défaillante qui ne pourront être inférieurs aux frais déjà engagés par GRDF au jour de la résiliation.

Article 10. CONFIDENTIALITE

Les Parties s'interdisent de porter à la connaissance de tout tiers, y compris leurs cocontractants, et par quelque voie que ce soit, le texte intégral ou des extraits de la présente CONVENTION, sauf pour se conformer à une obligation légale ou pour satisfaire aux nécessités d'une action en justice.
Il est de plus, expressément convenu que les indications, informations, propositions, renseignements, etc. de toute nature échangés à l'occasion, notamment, de la négociation, de la conclusion ou de l'exécution de la présente CONVENTION, présentent un caractère strictement confidentiel.

Article 11. LITIGES ET DROITS APPLICABLES

Les Parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout litige relatif à la formation, la validité, l'exécution ou l'interprétation de la CONVENTION.
A défaut d'accord amiable, ces litiges sont soumis à l'appréciation du tribunal compétent dans le ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Il est rappelé que la Commission de Régulation de l'Energie peut être saisie en cas de différend entre un opérateur de réseau et ses utilisations lié à l'accès au réseau, aux ouvrages ou installations ou à leur utilisation, notamment en cas de refus d'accès ou de désaccord sur la conclusion, l'interprétation ou l'exécution des contrats et protocoles.
La CONVENTION est soumise au droit français tant sur le fond que sur la procédure applicable.

Article 12. RESPONSABILITE

Chacune des Parties ne pourra être reconnue responsable que des dommages matériels directs causés par sa faute et/ou celle de ses prestataires ou sous-traitants éventuels, à l'occasion de l'exécution de ses travaux, dans la limite des montants des dits travaux précisés à l'article 4.1, à l'exclusion de tous dommages immatériels ou pertes d'exploitation. Chacune des Parties ne sera pas responsable des conséquences de toute cause étrangère à l'exécution des travaux.

L'AMENAGEUR garantit GRDF contre tout recours qui serait engagé par les acquéreurs de lots, les Ayants droit ou tout autre tiers, du fait de dommages de quelle que nature que ce soit trouvant leur origine dans les travaux réalisés par l'AMENAGEUR.

Article 13. DOCUMENTS CONTRACTUELS

La CONVENTION est constituée des documents suivants :

- La présente CONVENTION
- Ses annexes :
    - o ANNEXE 1 : Définitions
    - o ANNEXE 2 : Interlocuteurs
    - o ANNEXE 3 : Descriptif du programme prévisionnel de la ZONE D'AMENAGEMENT et planning, inclus Plan de situation et Plan masse de la ZONE D'AMENAGEMENT (à insérer localement), tracé prévisionnel GRDF extérieur à la ZONE D'AMENAGEMENT précisant le(s) point(s) d'entrée(s), tracé prévisionnel des canalisations défini par GRDF à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT
    - o ANNEXE 4 : Fiche contact Acquéreur
    - o ANNEXE 5 : Procès-Verbal de remise à titre gratuit de tranchée ouverte avant déroulage de PE

Au cas où des données figurant dans les Annexes seraient inconnues à la date de signature de la CONVENTION, les éléments manquants seront complétés au fur et à mesure de l'avancement du projet, et au plus tard un (1) mois avant la date de démarrage des travaux. Au-delà de ce délai et au cas où des données figurant dans les Annexes seraient amenées à évoluer, leur intégration fera l'objet d'un avenant.

La CONVENTION, telle que décrite ci-dessus, se substitue à tous accords écrits et verbaux antérieurs à sa prise d'effet, ainsi qu'à toutes propositions, offres, devis émanant de l'une ou l'autre des Parties et ayant le même objet. Aucune des Parties ne pourra être tenue à autre chose que ce qui est expressément convenu dans la présente CONVENTION.

Fait en deux exemplaires originaux,
A, Montigny lès Metz
Date de signature : 05/08/2026

A,
Le,

GRDF,

L'AMENAGEUR,

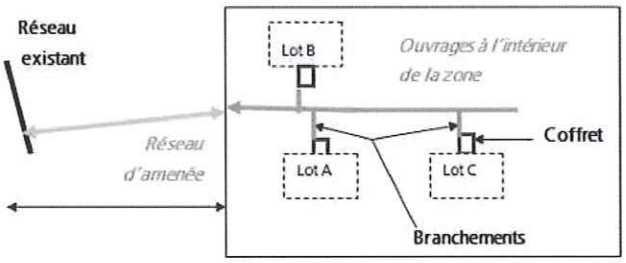
Représenté par
,
Délégué Marché d'Affaires

Pascal GRAPPIN
Président

ANNEXE 1 - Définitions

Ayant droit : les ayants droit sont les propriétaires successifs d'un même Lot.
Branchement : ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution de gaz naturel existante ou l'Extension et la bride amont du poste de livraison ou l'organe de coupure générale. *Concession* : Conformément à l'article L433-3 du code de l'énergie, la concession de distribution confère au concessionnaire le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages en se conformant aux conditions du Cahier des Charges de Concession et des règlements de voiries routière, en particulier L113-3 et L122-3 *Extension* : si nécessaire, au plan technique, ouvrage assurant la liaison entre le réseau de distribution existant et le(s) Branchement(s).
Mise en gaz : opération consistant à remplir une Extension et/ou un Branchement et/ou un Poste de livraison de gaz naturel tout en empêchant un débit permanent de ce gaz
Mise en service : opération consistant à rendre possible un débit permanent de gaz naturel dans une extension et/ou un branchement et/ou un poste de livraison ayant fait préalablement l'objet d'une mise en gaz.
Programme d'aménagement : programme qui contient les VRD ainsi que les caractéristiques du projet d'aménagement (nombre de logements, surface au plancher, destination des bâtiments, etc) des équipements publics et des futures constructions.
Réseau d'amenée : ensemble des ouvrages et installations amenant le gaz depuis le réseau de distribution existant jusqu'à l'entrée des Ouvrages à l'intérieur de la zone d'aménagement ou de lotissement. *Retrocession des voiries :* le transfert de voies dans le domaine public communal peut intervenir sur le fondement de l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme qui prévoit que "la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations peut être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de
la commune sur le territoire de laquelle ces voiries sont situées"
Ouvrages à l'intérieur de la zone : avant la Remise d'ouvrage, ensemble des ouvrages et installations n'appartenant pas au réseau de distribution et situés en aval du Réseau d'amenée : les canalisations et branchements PE[1] (ou acier) et accessoires, situées à l'aval du Réseau d'amenée et, le cas échéant, les conduites montantes, et tous organes tels que robinets, protection cathodique (réseau acier), nécessaires au bon fonctionnement et à la conservation de l'ensemble des ouvrages. A l'issue de la Remise d'ouvrage, ces ouvrages entrent alors en Concession. Seules les installations intérieures à chaque Lot, en aval du compteur, restent en propriété privé.
Plan de masse : plan représentant l'emplacement du projet d'aménagement et précisant les limites et l'orientation du terrain, la répartition entre les terrains réservés à des équipements collectifs et les terrains destinés à une utilisation privative, le tracé des voies de desserte et de raccordement et l'altimétrie des voies.
Plan de situation : plan donnant la situation géographique du terrain concerné dans le périmètre de la commune dont il dépend. *Réception d'ouvrage :* acte par lequel l'AMENAGEUR procède, sous sa responsabilité, à la réception des ouvrages dont il a commandé la réalisation à un ou plusieurs entrepreneurs. La date de Réception d'ouvrage fixe le jour de départ des garanties dues par le ou les constructeur(s).
Remise d'ouvrage : acte matérialisé par un dossier de remise d'ouvrage par lequel GRDF accepte d'incorporer les ouvrages réalisés par l'AMENAGEUR à sa concession, et signé par les deux Parties. *Installations intérieures*: les installations intérieures correspondent à toutes les installations en aval du coffret ou poste de livraison.

Schéma de principe : synthèse des ouvrages et installations
(avant retour éventuel de la voirie en domaine public)



ANNEXE 2
Interlocuteurs chez GRDF et l'AMENAGEUR pendant la durée de l'opération

A - <u>Les interlocuteurs chez GRDF pendant la durée de l'opération sont les suivants :</u>

	Interlocuteur dédié Commercial	***Interlocuteur Technique***
Nom et prénom	Gregori FROISSANT	
Adresse	50 Rue Charles de Foucauld – BP30829 - 54011 Nancy Cedex 54000 Nancy	
Tel fixe		
Tel mobile	0602185104	
Email	gregori.froissant@grdf.fr	

B - <u>Les interlocuteurs chez l'AMENAGEUR pendant la durée de l'opération sont les suivants :</u>

Interlocuteur privilégié du chargé d'affaires de GRDF :
Nom et prénom : Thibaud LECENDRIER
Fonction : Chargé d'affaires
Adresse : 17 RUE ALPHONSE DE LAMARTINE, 71100 Chalon-sur-Saône
Tél fixe et mobile : +33385970418 +33662087749
Email : THIBAUD.LECENDRIER@BLC-GE.COM

Responsable de la commercialisation, chargé de transmettre les coordonnées des acquéreurs à GRDF :
Nom et prénom : Philippe ROUET
Fonction : Gérant
Adresse : 6 BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU, 21000 DIJON
Tél fixe et mobile : 06 31 64 55 62
Email : pr.conseil@outlook.com

L'AMENAGEUR et GRDF s'engagent à informer l'autre Partie de tout changement d'interlocuteur dans les meilleurs délais.
En cas d'interlocuteurs supplémentaires, préciser leurs noms, prénoms, fonction et téléphone.

ANNEXE 3
Descriptif du programme prévisionnel de la zone d'aménagement et planning
(établi par l'AMENAGEUR)
(inclus Plan de situation et plan de masse de la zone d'aménagement)

Planning de l'opération - A REMPLIR OBLIGATOIREMENT PAR L'AMENAGEUR

Si ZAC :
Date de création de la ZAC :
Date du dossier de réalisation :

Date prévue d'achèvement de la zone :

Date prévue de démarrage des travaux d'aménagement :

Date de pose des réseaux souples :

Date prévisible du début des terrassements pour la réalisation des réseaux :

Date souhaitée du démarrage du chantier :

Nom de l'entreprise retenue par l'Aménageur pour la pose des réseaux souples :

Etude d'impact et étude de faisabilité pour le développement des énergies renouvelables

Si le projet est soumis à étude d'impact, inclure un résumé de l'étude d'impact ainsi que l'étude de faisabilité pour le développement des énergies renouvelables.

Programme de construction de la ZONE D'AMENAGEMENT

Nombre de tranches avec phasage prévisionnel de livraison	
Surface cessible de terrain de la ZONE D'AMENAGEMENT	
Surface de construction (en m² surface de plancher)	
Nombre de parcelle ou lot total de la ZONE D'AMENAGEMENT	
Nombre de logements prévus : - Dont nombre de lots nus individuels - Dont nombre de maisons individuelles groupées - Dont nombre de logements collectifs	
Nombre de lots Tertiaire / Industrie et surface de construction prévisible pour ces lots (en m² de plancher)	
Nombre de branchements sur voie publique	

Programme détaillé

Parcelle ou lot Bâtiment	Destination de la construction *	m² SP	Nb de logements	Date de livraison prévue	Nom et coordonnées du MOA si identifié **	Puissance en kW **	Conso en MWh **	Débit en m3/h **

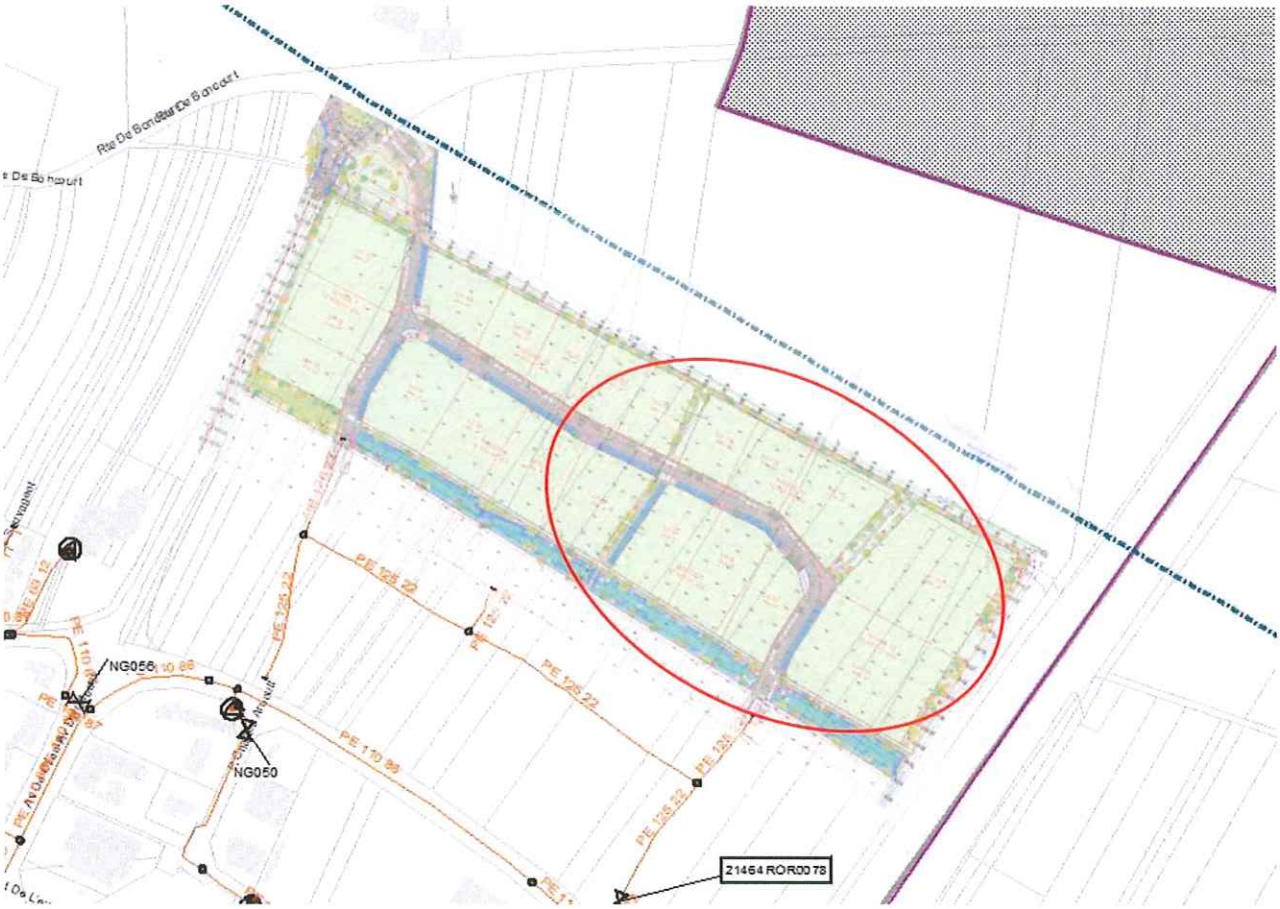
** Préciser le type de destination prévue pour la parcelle / le bâtiment : logements individuels, logements collectifs, activités en précisant le type d'activités dont il s'agit, équipements publics en précisant le type d'équipement public dont il s'agit.*

*** Conformément à l'article 4.2.1, GRDF s'engage à réaliser les Branchements seulement des lots dont le Maître d'Ouvrage est identifié et le projet qualifié, c'est-à-dire pour lesquels la puissance, la consommation et le débit de gaz naturel sont définis.*

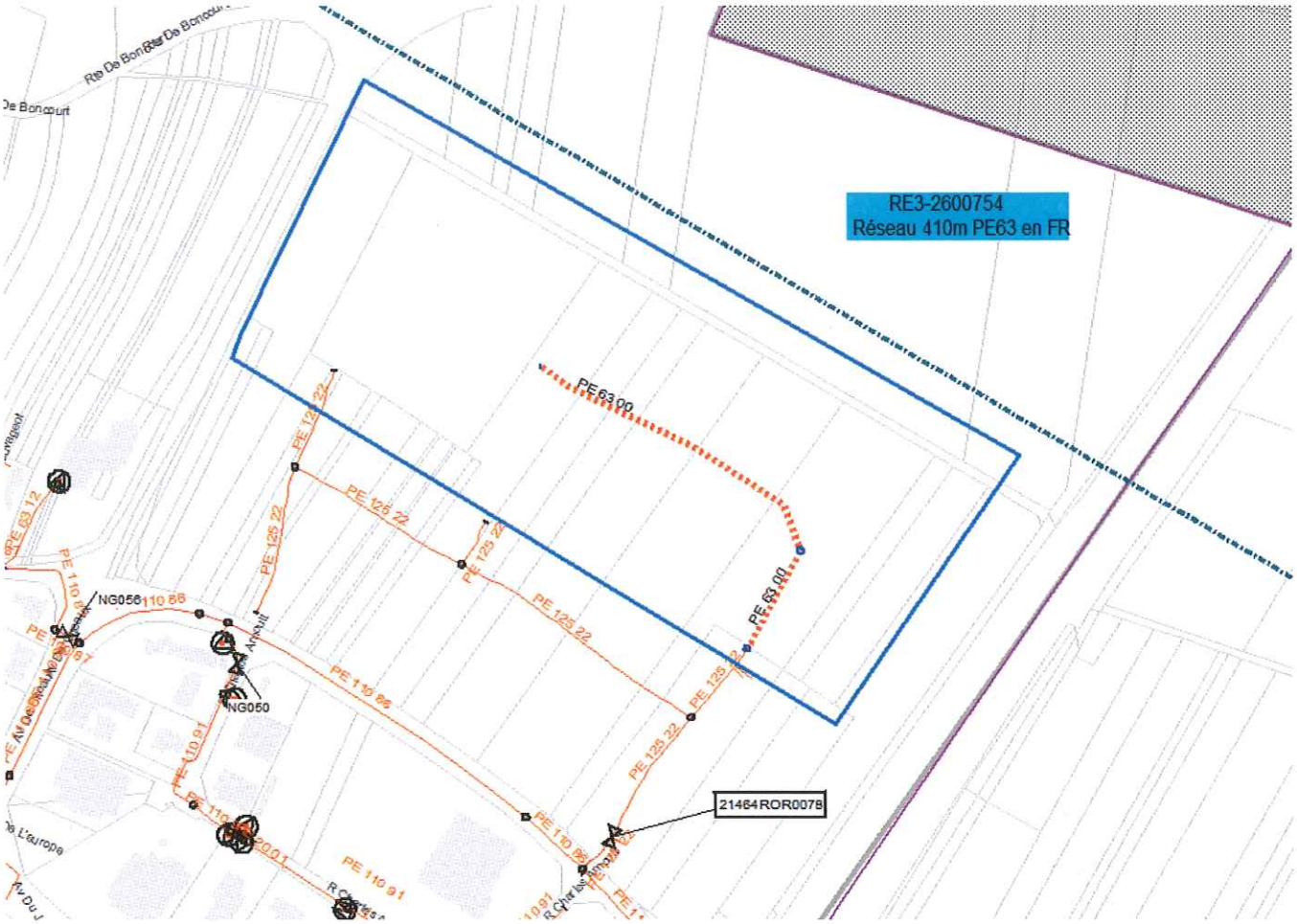
PLAN DE SITUATION ET PLAN DE MASSE au 1/200ème de la ZONE D'AMENAGEMENT

Tracé prévisionnel GRDF extérieur à la zone d'AMENAGEMENT précisant le(s) point(s) d'entrée(s)(fourni par GRDF)

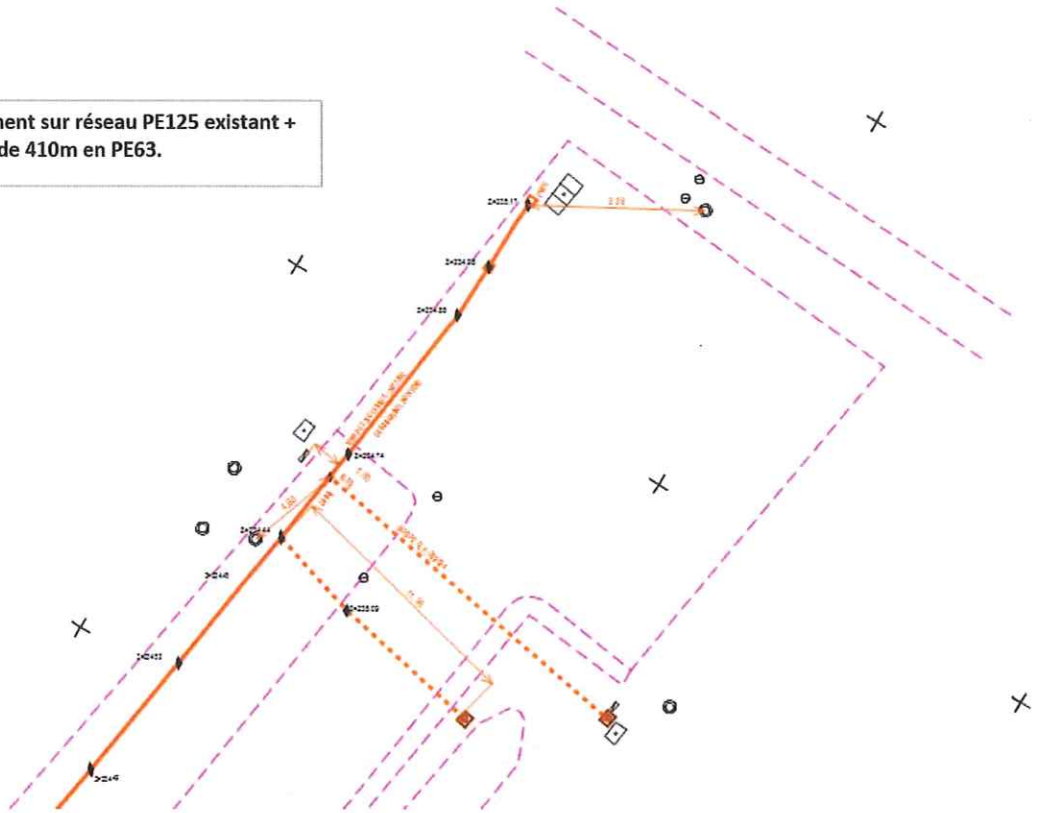
Tracé prévisionnel des canalisations à l'intérieur de la zone (fourni par GRDF)




Rte de Boncourt
D116
Rue du Général de Gaulle
Rue Georges Laiveley
Rue Jules Verne
E17
E71


RE3-2600754
Réseau 410m PE63 en FR
PE 63 00
PE 125 22
PE 110 86
PE 110 91
NG056
NG050
21464ROR0078

Raccordement sur réseau PE125 existant + extension de 410m en PE63.



DESCRIPTION DE L'OPERATION

Joindre L'Avant-Projet Sommaire

ANNEXE 4
FICHE CONTACT ACQUEREURS
A retourner par l'AMENAGEUR à GRDF

L'AMENAGEUR s'engage à transmettre à GRDF, au fil des ventes des parcelles, les coordonnées des acquéreurs :

Contact GRDF pour la transmission de la fiche :

Nom du contact GRDF	Gregori FROISSANT
Tel fixe	
Email	gregori.froissant@grdf.fr
Adresse	50 Rue Charles de Foucauld – BP30829 - 54011 Nancy Cedex 54000 Nancy

Contacts de l'acquéreur de lots :

N° / référence de la parcelle ou du lot concerné (*)	Date entrée en portefeuille	Destination de la construction et m² ou nombre de logements	Acquéreur				Statut	
			Nom	Adresse	Téléphone	Adresse mail	Acquis	Réservé

(*) joindre un plan de la zone pour localiser le lot.

Raccordement gaz :

Dans le cas où l'acquéreur de lot aurait indiqué à l'AMENAGEUR vouloir se raccorder au réseau de gaz naturel, indiquer :

- La date de raccordement gaz naturel souhaitée
- Si possible, l'emplacement (en limite de propriété) du poste de livraison gaz naturel

L'AMENAGEUR s'engage à informer préalablement les acquéreurs du destinataire des données, à savoir GRDF, et de la finalité de la collecte : permettre à GRDF et/ou à son prestataire de les recontacter afin de leur apporter un conseil personnalisé sur le choix de leur énergie, dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que des modalités d'exercice de leurs droits d'accès, de rectification et opposition.

ANNEXE 5
Procès-verbal de remise à titre gratuit de tranchée ouverte avant déroulage de tube PE

Descriptif GRDF du projet :
N°Projet :
Adresse :
Commune :

Coordonnées des intervenants :
Aménageur :
Maître d'œuvre :
Entreprise de travaux :
Interlocuteur GRDF :

Le ..... à ..... , nous soussignés GRDF, représenté par le chargé d'affaires en présence du maître d'ouvrage ou de son représentant, après avoir procédé aux examens et vérifications nécessaires de la tranchée ouverte, branchements et coffrets, déclarons:

X **- L'admission de la réception de tranchée ouverte avant déroulage du PE**

X **- L'admission avec réserves de la réception de tranchée ouverte avant déroulage du PE :**
Sous réserve de l'exécution des travaux énumérés ci-après avant le / / et en l'absence de constat de nouvelles réserves, la réception de la tranchée sera prononcée.

La programmation des travaux de pose de réseau et de mise en gaz dépend de la date de réception de la tranchée.

Travaux à réaliser si réserves constatées :

Liste non exhaustive des contrôles :

	Conforme	Non conforme
Propreté de la tranchée (fond de fouille sans eau, gravats, etc.)		
Accessibilité de la tranchée		
Largeur de tranchée permet le respect de la distance entre les réseaux		
Présence d'un lit de sable		
Nature du sable		
Présence de fourreau en traversée de chaussée de type TPC1		
Cohérence du diamètre du fourreau en fonction du tube PE à poser		
Fouille branchement perpendiculaire à la fouille réseau		
Piquetage avec altimétrie		
Pose des coffrets (limite propriété, hauteur, présence fourreaux de remontée)		
Respect des distances aux végétaux		

Mise en place de protections mécaniques le cas échéant		

Date de signature de l'entreprise

Date de signature de l'AMENAGEUR

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260915-10-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le préfet : 15-09-2026

Publication le : 16-09-2026

CONVENTION DE FINANCEMENT D'UNE EXTENSION DE RESEAU DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

Entre les soussignés :

Le SICECO, Territoires d'Energies Côte d'Or représenté par son Président, Monsieur Pascal GRAPPIN, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Syndical en date du XXXXX, transmise préalablement à Monsieur le Préfet le XXXXX, accompagnée des pièces du projet de convention de financement

désigné ci-après par l'appellation : « **l'autorité concédante** ».

Et

La Communauté de Communes de Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges représenté, représentée par son Président, Monsieur Pascal GRAPPIN,:

désigné ci-après par l'appellation : « **l'aménageur public** ».

Il a été exposé ce qui suit :

La communauté de communes de Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges porte la construction d'une zone d'activités (LES PRES ST DENIS PHASE 2) sur le territoire de la commune de Nuits-Saint-Georges pour laquelle une desserte en gaz naturel a été prévue.

La commune de Nuits-Saint-Georges a délégué en 2008 la compétence de distribution publique de gaz naturel au SICECO qui est devenu l'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz naturel et s'est substituée à la commune pour toutes les questions relatives à ce réseau.

Le réseau est exploité dans le cadre d'un contrat de concession signé avec GRDF.

Le concessionnaire GRDF a étudié le projet de desserte en gaz naturel de la zone d'activité LES PRES ST DENIS PHASE 2 dont les caractéristiques conduisent le concessionnaire à déclarer celle-ci non rentable et à demander une contribution financière à l'aménageur public.

Le règlement financier du SICECO prévoit la possibilité d'une contribution financière aux extensions de réseau non-rentables pour ses communes adhérentes.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de mettre en œuvre la possibilité de contribution financière de l'autorité concédante directement entre le SICECO et la communauté de communes de Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges.

Article 2 - Description de l'opération de raccordement

L'opération de raccordement pour laquelle l'autorité concédante apporte sa contribution financière est décrite dans la convention ZONE D'ACTIVITES - LES PRES ST DENIS PHASE 2 pour l'alimentation en gaz de la zone d'aménagement passée entre GRDF et l'aménageur public :

- Nature des travaux : construction d'un réseau gaz MPB de 410 m en Pe63 MPB,

Cette convention ZONE D'ACTIVITES - LES PRES ST DENIS PHASE 2 prévoit une contribution financière de l'aménageur public de 21 909.60 € TTC.

Article 4 - Modalités financières

L'aménageur public réglera la dépense au concessionnaire GRDF conformément à la convention ZONE D'ACTIVITES - LES PRES ST DENIS PHASE 2.

L'autorité concédante :

- Apportera sa contribution financière à l'extension de 50% sur présentation d'une facture acquittée ou certificat de paiement de son comptable public ;
- Contrôlera les paramètres ayant conduit à déclarer l'extension non-rentable et, dans le cas où les conditions seraient plus favorables à ce dernier, assistera l'aménageur public dans la rédaction d'un éventuel avenant de régularisation à la convention ZONE D'ACTIVITES - LES PRES ST DENIS PHASE 2 ainsi que pour la présente convention.

Cette participation financière du SICECO est de 10 954.80 € TTC

Article 5- Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour une durée de cinq ans.

Article 6 - Règlement des litiges

Toutes les contestations qui pourront s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation des présentes feront au préalable l'objet d'une tentative d'accord amiable.

En cas d'échec de celui-ci, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes sera du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

Article 7 - Frais de timbre et d'enregistrement

La présente de convention est dispensée des frais de timbre et d'enregistrement. Les droits éventuels d'enregistrement et de timbre seront à la charge de celle des Parties qui aura motivé leur perception.

Fait à Dijon, le XXXX en double exemplaire original.

Pour l'autorité concédante	Pour l'Aménageur Public
Monsieur Pascal GRAPPIN	Monsieur Pascal GRAPPIN
Président	Président

*****

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20260915-10-DE

Acte certifié éxécutoire

Réception par le préfet : 15-09-2026

Publication le : 16-09-2026